

DOSSIER L'alternatif existe-t-il ?

Des exemples en France et en Allemagne

Le pacifisme aux Pays-Bas

Longwy veut vivre

Rénovation à Poitiers

Immigration et racisme

Grève générale en Belgique

Répression en Allemagne



VOUS VOULEZ NOUS CONTACTER?

BOURGOGNE

- ★ OCL/Librairie Oblique 25 rue Joubert 89000 AUXERRE
- ★ G.R.E.L. B.P.1493 21053 DIJON cédex

CHAMPAGNE/ARDENNES

★ OCL/Egregore B.P. 1213 REIMS cédex

NORMANDIE

- ★ Courant Alternatif B.P. 543 B 76 370 Neuville les Dieppes
- * ASTEVMU B.P. 170 CAEN cédex 14008

PAYS DE LOIRE/BRETAGNE

★ OCL/L'Encre y est 33 Place d'Alger 72000 LE MANS

POITOU - CHARENTES

* CRIC B.P. 227 86006 POITIERS cédex

SUD - EST

★ Germinal 19 rue des Suisses 13200 ARLES

BANLIEUE EST - PARIS

* RUPTURES B.P.1 94501 CHAMPIGNY/Marne cédex

SUD-OUEST

- ★ Acratie B.P. 25 40300 PEYREHORADE
- * La Gasalhada (OCL) B.P. 71 47400 TONNEINS

CENTRE

★ La Commune B.P. 1228 45002 Orléans cédex

COURANT ALTERNATIF

Nº 30. Novembre 1983

Mensuel Communiste
Libertaire

Réalisé par l'OCL

Edité par l'association 1901

La Galère

Correspondance : OCL/Egrégore B.P. 1213 51058 Reims cédex

Dir. Pub. C. Maynard Imprimerie : Atelier graphique Reims Photocompo : Hitzak. Ossas

> Dépot légal : 47693 Com. Par. : 63627 ISSN : 0249-3195



ABONNEMENTS

En nombre pour la diffusion :

2 exemplaires	 160 francs
3 exemplaires	 225 francs
5 exemplaires	 350 francs

-COMMENT FONCTIONNE C.A?

Au début de chaque mois une Commission Journal est organisée dans une ville différente pour chaque numéro. Peuvent y participer des sympathisants intéressés, au même titre que les militants OCL de la ville en question et les représentants d'autres régions.

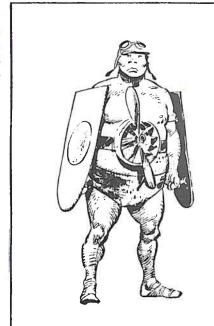
Chaque CJ critique le numéro précédent, discute des articles proposés par des gens présents ou non, en suscite d'autres suivant les événements.

Le collectif local a ensuite la charge de collecter les articles, de réaliser la maquette, et d'écrire l'Edito en fonction de la discussion et des événements qui se produisent dans le mois.

Au cours de ces deux dernières années, des C.J. ont eu lieu dans les villes suivantes : Caen, Poitiers, Bordeaux, Peyrehorade, Aix/Provence, Forcalquier, Orléans, Etampes, Dijon, Auxerre, Reims, Boulogne/Mer, Paris. Cette année Angers, Toulouse, Dieppe, et peut-être d'autres s'ajouteront à la liste.

Ce numéro 30 a été préparé et maquetté à Toulouse, le suivant le sera à Orléans, et le 32 à Angers, le 33 à Reims...

SI VOUS ÊTES INTÉRESSÉS, ECRIVEZ POUR AVOIR LES ADRESSES...



La grève des PTT a eu quelques retombées sur CA. Le dernier numéro est souvent arrivé en retard.

Peut-être aussi que certains communiqués envoyés pour ce numéro n'ont pas été reçu.

Bonne chance quand même aux grévistes! Nous n'avons pas organisé de service parallèlle malgré les pressions patronales...!

EDITO

Les luttes contre la restructuration n'ont en fait pas cessé depuis 5 ans ; les luttes contre l'austérité. après le grand coup de matraque du 10 mai 81, semblent reprendre. Contre un gouvernement de gôche qui fait le travail de son prédécesseur, la riposte ouvrière est ambigüe, confuse. La gauche, après son verbiage euphorisant, se voit obligée de faire appliquer ce que lui dicte l'économie : tous ces travailleurs qui, depuis l'aprèsguerre, ont gagné une relative stabilité d'emploi devront vite être remis en mouvement, précarisés, rendus mobiles, maniables pour les plus grands profits du capital. Longwy, Fos-sur-Mer sans escale et hop!

C'est aussi dans le sens d'une résistance à une «mobilisation» de plus en plus grande que l'on peut interpréter les luttes des Longwy, des Vireux, des Denain. Le refus d'être déraciné entre pour beaucoup, dans ces luttes. Plus près de nous, les grèves des tris vont dans le même sens, avec leurs revendications surprenantes (maintien de la possibilité du regroupement des heures, etc).

Des gens sont prêts à faire le maximum d'heures de travail dans le minimum de jours, pour pouvoir rentrer le plus tôt possible dans leur région d'origine. Les solutions sont perçues à l'échelon individuel ; de plus, les secteurs touchés par le gnignotage des «avantages» sociaux partent en lutte, de façon isolée comme s'ils se suffisaient à eux-mêmes pour mener les luttes, sans poser les problèmes de liaisons intersecteurs.

 La grève générale belge, même si elle n'a pas débouché, à une valeur certaine de contre-exemple.

Pendant ce temps, le gouvernement et les syndicats voient une opposition de droite de dessiner, se développer, marquer des points sur les déçus du «socialisme»; à cela ils répondent par l'antifascisme interclassiste le plus réactionnaire, tout en organisant des rafles racistes que même le Front national leur envie! Rafle raciste, contrôle d'identité, chasse au basané à l'intérieur = social-parachutisme à l'extérieur. leur paix , c'est la guerre. La France exporte ses chômeurs au Tchad et au Liban sous forme d'appelés volontaires pour un service prolongé : on échappe au chômage comme on peut ! On peut pas encore envoyer



le contingent, ça fait sale, mais Hernu y pense sûrement. De toute façon, «mieux vaut un charnier en ordre que des populations en armes». Face à cela, le silence bas et lourd pèse comme un couvercle sur les marmites tchadiennes et libanaises, aucune réaction ne se manifeste, le mouvement pacifiste français fera-t-il silence comme les Allemands lors du coup d'Etat en Pologne?

Une note d'optimisme, tout de même : on a appris que ce gouvernement qui prétend maintenir l'ordre dans le monde, est incapable d'utiliser la superpolice qu'il a créée (gégène etc). On en est bien content, pourvu que ça dure !!!

Toulouse le 10 octobre 83



CHOOZ : manifestations de rentrée...

La question de la construction de CHOOZ B aura été de nouveau reposée à l'occasion des diverses initiatives et manifestations qui se sont déroulées lors de la première quinzaine du mois d'Octobre.





La première fut une manifestation pacifique, qui s'est déroulée le 1er octobre à Charleville-Mézière, à l'initiative du Front Commun ardennais auquel participe la CFDT.

Entre 250 et 300 personnes pour une manif traîne-savates dans la ville, avec entrevue pour terminer à la Préfecture des Ardennes entre quelques manifestants et le Préfet sur les projets d'industrialisation des Ardennnes.

Pour le côté positif de cette manif, d'abord nous avons constaté que la grande majorité des personnes présentes étaient ardennaises et non venues de l'extérieur. Beaucoup de têtes nouvelles, ou de gens que l'on ne voyait plus depuis longtemps, dans un contexte de démobilisation et d'apathie générale ; réunir 300 personnes pour une promenade chiante n'est pas si mal (notons par exemple qu'à Reims, ville de plus de 200 000 habitants où l'ancien maire était communiste, le PCF et le Mouvement de la Paix réussisent à peine à faire 400 personnes, pour une fête dans une salle chauffée, organisée autour du thème neutre de la Paix et en faisant tout pour ratisser large).

Côté positif: également, nous pouvons voir que la réalité du mouvement et surtout son audience ne se limite pas aux quelques 300 manifestants présents (les fêtes et la couverture de l'événement par la presse et les médias régionaux sont là pour en témoigner).

Côté négatif: L'objectif principal de la manif qui était de faire participer à celle-ci de nombreux travailleurs en liant le problème de Chooz B à celui de l'emploi dans les Ardennes à totalement échoué; la présence escomptée de travailleurs de la Chiers, d'Arthur-Martin, de Trefilmétaux (entreprises de la Pointe, menacées) fut un leurre; seule une poignée de la Chiers et d'Arthur-Martin était là avec une trentaine de Tréfilmétaux.

D'autre part même si la CFDT a passé apparemment l'information dans ses divers bulletins, trop occupée par les élections à la sécu, elle s'est simplement bornée à la présence d'une poignée de militants arborant leurs badges. Résultat final, on était content de se retrouver, de continuer à montrer notre refus, mais on se dit que cette expérience n'est pas à renouveler tous les jours.











Le mercredi suivant, c'était au tour des sidérurgistes de la Chiers de se manifester lors du procès de deux inculpés de leur « boutique ». Ils étaient inculpés de participation à manifestation interdite et port d'arme de 6c catégorie. 150 sidérurgistes s'étaient déplacés à Charleville, les commerçants de Vireux avaient fermé boutique pour ce procès. Au total c'est quelques 200 personnes qui étaient présente avec l'apport d'une cinquantaine d'antinucléaires, pour assister à un procès « lance pierre pour une histoire de lance-pierre » (1/2 heure). La défense d'un des deux sidérurgistes était assurée par un avocat totalement inféodé au pouvoir judiciaire, qui prenait son client pour un véritable délinquant et le défendait comme tel, appelant à la clémence du tribunal, car c'était tout de même un brave sidérurgiste (quoique d'origine étrangère) qui avait trimé toute sa vie. Pour cela il fallait leur accorder les circonstances atténuantes...

Ce procès ne fut pas un procès politique mais un procès tel que le souhaite le pouvoir, et ceci par manque de clarté des inculpés et d'un excès de confiance envers les avocats. Le verdict fut rendu une semaine plus tard : 2 mois de prison avec sursis et sans mise à l'épreuve. Les personnes présentes lors du verdict manifestèrent leur dégout de la justice et jugèrent cette condamnation comme une véritable provocation. Affaire à suivre...

Dernière initiative le 10 octobre, quelques sidérurgistes occupèrent les bureaux de la SODICAR (1) à Charleville et à Vireux pendant près de 6 heures avec sequestration du directeur. Cette action plus offensive a dû effrayer quelque peu M. Istace, député PS du coin qui s'empressa de faire organiser à Paris une rencontre de concertation entre syndicalistes de la Chiers et membres du cabinet ministériel, pour parler de reconversion des sidérurgistes, afin semble-t-il de désamorcer ce petit climat qui pourrait redevenir explosif.

Et maintenant...

Ce qu'il faut retenir de tout cela, c'est que nous ne sommes pas encore sortis de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons depuis plusieurs mois. Dans ce contexte on peut s'étonner que les antinucléaires ne baissent pas les bras, même si se manifeste un certain épuisement. Actuellement le mouvement trouve des biais pour maintenir une pression. A cause des difficultés économiques d'EDF, les antinucléaires proposèrent l'abandon du chantier et la reconversion du fric gaspillé dans Chooz pour l'économie ardennaise en fonction des besoins sociaux. Un petit espoir était né après les rapports du 9eme plan et la Commission long terme énergie, mais c'est sans trop de surprise que nous avons appris l'entêtement du pouvoir à poursuivre son programme électronucléaire, même s'il est contraint à un ralentissement.

Des initiatives continuent à germer après les manifs d'octobre qui furent des demi-échecs ou des demi-victoires. Le CFDT reformule la proposition d'assises régionales sur l'emploi et la reconversion de Chooz avec participation de tous les partenaires sociaux.

Même si une véritable dynamique n'est pas enclenchée, ces diverses initiatives montrent que Chooz résiste toujours, et que dès lors tout reste permis si notre opposition reste régulière.

Pour l'heure, nous nous dirigeons vers une lutte de longue haleine qui a pour objectif très précis de faire du projet de nucléarisation et de la lutte qui subsiste, un point de convergence des luttes et en particulier dans l'entreprise, en montrant que la centrale de Chooz accentue la désertification des Ardennes. Désormais, ce sera le souci permanent des opposants à Chooz B.

Tant que ce point d'ancrage n'aura pas été établi, il ne faudra pas s'illusionner sur les chances de succès des antinucléaires. Pour devenir un point de référence des luttes sociales dans les Ardennes, un long travail en profondeur, de campagnes d'informations, de manifs, seront nécessaires. Ce n'est pas en un jour que cela se fera, il n'y a pas de secret : tant qu'au sein des entreprises, une minorité agissante de travailleurs (comme ce fut le cas à la Chiers) n'agira pas dans ce sens, rien ne sera possible.

Pour conclure...

Deux dangers guettent actuellement le mouvement. D'une part la résignation devant tant d'efforts qui n'aboutissent pas.

L'autre la fuite en avant par des actions inconsidérées, qui seraient en dehors de ce que pensent les gens de la Pointe.

Enfin ceux qui continuent dans une action à long terme pourront-ils continuer la lutte en voyant la centrale se construire ?

Seule notre rage de vivre et une volonté acharnée de résister peut nous faire gagner et arrêter la construction de cette foutue centrale.

C. Reims

(1) SODICAR: organisme créé par Usinor pour envisager et subventionner les possibilités de reconversions sur le site de Vireux.



le 23 septembre

LONGWY VEUT VIVRE...

Comme prévu, les échéances du plan Levy (annoncé en juillet 82) se sont accélérées : la tôlerie de Mont St Martin, qui est dès maintenant réduite à une équipe, fermerait au plus tard le 31 décembre 83, et le train à feuillard de Rehon dans le courant de l'année 84. Par contre, l'activité de la cockerie semble

prolongée jusqu'après 85.

Officiellement, on parle de la suppression de 2300 emplois d'ici 85 (rappelons qu'il reste environ 6000 sidérurgistes à Longwy). Mais il apparaît de plus en plus probable qu'on s'achemine vers l'arrêt de la «phase liquide», c'est à dire les hauts-fourneaux et l'aciérie:d'une part, la direction a refusé tout investissement sur ces installations, d'autre part l'arrêt du train-feuillard, et l'abandon du projet de coulée continue des ronds à tubes (qui devrait, en remplacement, absorber la production d'acier) mettront l'aciérie en sur-capacité importante... à moins qu'Usinor n'arrête l'aciérie de Neuves-Maisons (près de Nancy), qui fournit actuellement... le train à fil!

C'est à dire qu'il ne resterait sur Longwy à l'horizon 85 que le train universel et le train fil (moins de 2000 travailleurs). Encore que le train-fil (pourtant une des installations les plus modernes d'Europe, paraît-il) serait menacé

pour 1988.

En vérité, les choix sont clairs, et Levy, le Pdg d'Usinor a annoncé la couleur dès le printemps dernier : « nous ne gagnerons pas la bataille de la sidérurgie en gaspillant nos moyens en luttant pour le maintiene de notre industrie sur tous les sites dont le nombre, la dispersion et l'inadaptation font la faiblesse »; et il a récidivé récemment en proposant un « Yalta dans la sidérurgie », qui verrait en gros Usinor se recentrer sur le Nord avec les produits plats, tandis que Sacilor garderait ses usines lorraines et les produits longs (Fos dépendant des 2 groupes). Il semble de plus en plus qu'à terme il n'y a d'avenir pour Usinor que dans les usines de Dunkerque, Mardick et Montataire.

Dans ce contexte, c'est bien sûr tout le Bassin de Longwy qui est touché par la désertification et l'exode économique: dans le courant de cette année, la fonderie de Gorcy (AFG), la STAE, Dorlay (boîtes d'électronique) ont fermé, ICE (sous-traitant d'Usinor pour le nettoyage) a licencié, la Seurelec à Villerupt a licencié, les textiles de Longwy ont chômé, etc, etc.

Les reclassements sont loin d'être sans problèmes. Par exemple à Gorcy, 37 personnes restent actuellement sur le pavé, sans proposition de réembauche, et ceux qui ont été reclassés l'ont souvent été dans des conditions désavantageuses : moins des 2/3 ont été reclassés sur le Bassin ; beaucoup ont été reclassés avec perte de qualification et de salaire (parfois) 1000 F) (1) notamment tous ceux qui ont été reclassés sur le Bassin, sans compter les changements de nature du travail.

Les conditions sont évidemment plus dures encore quand il n'y a pas eu de lutte, et quand l'entreprise ne bénéficie pas de la Convention sociale (cas de nombreuses entreprises de soustraitance). Les reclassements sur le Bassin (qui est souvent la première revendication des gens, quasi à priori) sont d'autant plus difficiles pour ceux qui ne travaillaient pas à Usinor qu'il y a des avantages notables pour les entreprises qui reprennent d'anciens personnels Usinor (prêts participatifs Sodilor (2) améliorés).

Actuellement, le taux de chômage sur le Bassin atteint 13 % de la population. La baisse de la population depuis 79 est de 10 % (25 % à Herserange, 14 % à Longwy). «Bref, la situation est catastrophique, commente Le Républicain Lorrain, d'autant que les promesses faites par le passé en matière d'implantation d'usines d'automobiles n'ont pas constitué de roue de secours ». En effet, le projet Ford à Beuvillers (2000 emplois) a été abandonné, la fonderie d'alu Peugeot-Renault de Villers La Montagne n'atteindra que 400 emplois fin 86 contre les 1200 prévus pour 85.

Et puis il y a eu «l'affaire Thomson», où l'on a appris que les 600 emplois prévus dans une usine de magnétoscope étaient remis en cause puisque Thomson a commencé la production dans son usine de Tonnerre (Yonne). Au bout du compte, il semble que la poire soit coupée en deux (avec des pressions du gouvernement qui s'était engagé pour Longwy): 300 emplois sur Longwy et 300 sur Tonnerre. Mais en même temps, on a perdu trace de l'autre projet Thomson (usine de vidéo-cassettes = 127 emplois)!...

Dans cette situation, des réactions sporadiques et catégorielles ont continué dans l'usine (avec peut-être moins de vigueur qu'en hiver et au printemps dernier): mouvement des «entretiens» en juin dernier ; boycott des samedis au train-fil, où la direction voulait faire récupérer en samedis sans indemnisation les postes perdus pendant le chômage technique de fin août-début septembre ; grève récente du magasin central de Rehon pour une augmentation de 500 F et une hausse des qualifications.

Au niveau d'une lutte d'ensemble contre la restructuration, il n'y a guère eu d'initiatives apparentes avant la rentrée de septembre, mise à part l'assemblée générale convoquée par le Front Commun Syndical (CGT, CFDT, FO, CGC-Sidestam) le 9 juin dernier, où se sont retrouvées 1500 personnes. 1500 personnes, c'est à dire une forte mobilisation, avec des gens désabusés, souvent fatalistes, mais en même temps des gens qui étaient là, et avaient des choses à dire.

A cette occasion, le Front Commun Syndical présenté son contre-plan industriel spécificité des produits élaborés, reconquête du marché intérieur (3), renégociations des quotas européens, etc. Outre cette idée d'une négociation d'abord industrielle, c'est à dire de se poser comme partenaires crédibles dans la gestion du système («dépasser le simple cadre revendicatif en proposant des solutions crédibles, un plan industriel sérieux et cohérent ») (4), les idées qui ont été avancées à cette AG sont : des initiatives de lutte «de masse, calmes et déterminées » (pas d'actions minoritaires); prise en compte de la lutte par l'ensemble des travailleurs, contrôle des initiatives du Front Commun Syndical par des A.G. périodiques.

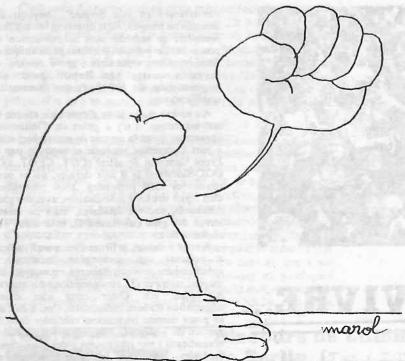
Début septembre le Front Commun Syndical relance le débat sur les échéances du plan Lévy, et appelle à deux étapes dans l'action : le 23 septembre pour «une énorme manifestation des travailleurs et de toute la population du Bassin», comparable en somme à celle du 19 décembre 78. La 2º étape étant un déplacement de masse à une manif à Paris devant l'Assemblée nationale le 11 octobre. Lors du débat parlementaire sur la sidérurgie.

En vérité, pas grand chose n'a été fait depuis juin pour assurer l'information, relancer les gens, etc (ce qui est un peu contradictoire avec la résolution prise à l'AG du 9 juin), et la mobilisation pour le 23 septembre a démarré

lentement.

C'est que derrière l'unité de façade du Front Commun Syndical, tout le monde n'est pas sur la même longueur d'onde (5) : FO suit du bout des lèvres, et c'est surtout la fraction la moins marquée à droite (à Longwy, une bonne partie des leaders et des militants FO sont au RPR ou à l'APH, l'organisation du maître de forge B. Labbé; de même pour la CGC) qui pousse à la mobilisation. En même temps, au niveau du discours, ceux qui ont parti(e) lié(e) à la droite sont bien contents d'enfoncer le clou de «l'incompétence de la politique gouvernementale» et d'évoquer les risques d'explosion sociale dans le Bassin. Mais ils tiennent surtout à les conserver à l'état de risques, de fantasmes, et à s'en servir comme arguments politiques (= comme arguments pour les politiciens), tout en évitant, bien sûr, de se laisser entraîner par un développement des luttes ouvrières. (Le «risque» est aussi pour eux!).





A la CGC, seuls les agents de maîtrise (Sidestam) sont partie prenante du Front Commun Syndical, les cadres préfèrent aller manifester à Nancy (manif de la CGC régionale le 5 octobre) et dénoncer «la soviétisation des

entreprises » (sic).

Au niveau des partis de droite, on retrouve cette attitude « en retrait » dans l'appel de l'UDF pour le 23 septembre (6) : « cette manifestation doit se dérouler dans la dignité et ne pas dégénérer, alors que l'image de marque de Longwy marquée par les événements de 79 est sur le point d'être rétablie ». B. Labbé, le maître de forge, Pdg de Chiers-Châtillon-Gorcy, est à peu près dans le même registre, insistant sur le fait qu'on ne peut revenir sur la fermeture de la tôlerie et du train-feuillard, et on n'a guère entendu ces derniers temps son organisation, l'Avenir du Pays Haut. A côté de cela, une autre partie de la droite locale, a fait le pari de foncer dans la mobilisation : le sieur Loretto et son journal Impact-Magazine (petites annonces + édito politique qui reprend largement tous les thèmes de la droite et du patronat (7) a reproduit in extenso le tract d'appel du Front Commun Syndical, et a fait tirer sur son imprimerie, à des conditions avantageuses, les affiches pour le 23...

Pendant ce temps, à la Foire internationale de Metz, R. Barre et Rausch (sénateur-maire de Metz, président du Conseil régional) dénoncent l'incompétence politique et économique du gouvernement et en même temps mettent en avant la nécessité de «l'assainissement en profondeur de l'économie », les impératifs de la rentabilité «aux conséquenes sociales douloureuses à terme», et appellent les Lorrains à «montrer encore une fois leur capacité d'endurance et de réalisme », etc.

On voit donc qu'à droite, les positions ne sont pas homogènes et penchent plus ou moins à la mobilisation, en gros selon l'analyse qu'ils font des risques d'une explosion sociale qu'ils ne

puissent contrôler.

A la CGT et à la CFDT, tout le monde non plus n'est pas chaud pour mobiliser. A la CGT, ce sont ceux de Rehon qui poussent à la lutte (ce sont d'ailleurs eux qui sont présents pour la CGT à la plupart des réunions du Front Commun Syndical), tandis que l'Union locale de Longwy traîne les pieds, et n'hésite pas, à l'occasion, à taper sur les doigts de Rehon quand ceux-ci prennent trop d'initiatives (par exemple quand ces derniers avaient accepté que l'unique orateur du Front Commun Syndical soit R. Giovanardi de la CFDT... Rendezvous compte, à quelques semaines des élections à la Sécurité sociale... etc.).

Quant à la CFDT, la section d'Usinor a été le plus souvent en pointe dans la mobilisation, mais elle n'a d'influence que sur Mont St Martin, et elle n'a guère eu de soutien de l'UIS, tout-à-fait déliquescente et que la tendance socialisante reprend en main (ceci entraînant cela, et réciproquement) avec l'aide de l'Union régionale, depuis quelque temps. En tout cas, on a remarqué le silence de l'UIS par rapport au 23 septembre... puisque 2 jours avant la manif, un petit appel est paru dans la presse locale.

En gros, on peut dire que les 2 organisations sont traversées par un même débat (même si les formes ne sont pas toujours les mêmes, même si les arguments respectifs diffèrent) entre d'un côté ceux qui disent : « la gauche est au pouvoir, il ne faut pas lui casser les pattes» (et ça recouvre en gros le PC et ses proches à la CGT, le PS et ses sympathisants à la CFDT) et ceux qui disent : « gauche ou droite, il faut se battre si on veut obtenir quelque chose ».

8000 à 10000 manifestants qui se sont retrouvés à Longwy-Bas. Gros succès d'affluence, (8) donc, mais la manif n'était guère dynamique, bien des gens apparaîssaient fatalistes (on est là parce qu'il faut être là, mais...). En vérité, on retrouve un peu les mêmes caractéristiques qu'en juin : une forte présence, des gens sans perspective (retarder les échéances ?), sans initiative apparente, mais peut-être pas sans attente, qui sont là, un peu comme s'ils attendaient quelque chose... Beaucoup de (pré) retraités, beaucoup de jeunes aussi, qui sortent du LEP ou qui y sont encore (9).

Des fois on se dit que ça n'ira pas bien loin, des fois on se dit qu'il suffirait de pas grand-

chose pour que ça explose.

Pourtant, il y a peu de chance pour que ça «reparte comme en 79»:

• il n'y a pas la menace de 7500 licenciements comme en 78

la lutte à déjà eu lieu, elle s'est terminée par les solutions de compromis, l'éparpillement et la démobilisation d'une bonne partie des gens (y compris des militants);

cette démobilisation de fin de lutte a été accentuée par les désillusions de l'après mai 81, et les revendications ouvrières, ici comme ailleurs, ont souvent du mal à se développer.

• jusqu'à maintenant, le Front Commun Syndical n'a guère ouvert de nouveaux créneaux pour la lutte, et est resté sur le terrain traditionnel: manif de masse et négociation.

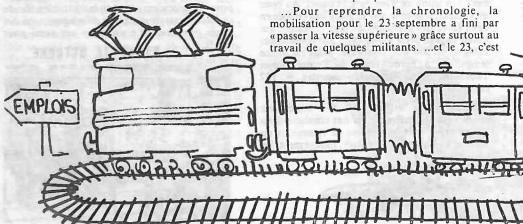
... N'empêche, on attendait la suite du 23. Après tout, la démonstration de masse avait été réussie - et il en fallait bien une pour commencer. On était beaucoup, apparemment, à attendre la suite, c'est à dire la manif du 11 octobre à Paris : à l'usine, des militants ont circulé très vite dans les chantiers et en général l'accueil était bon, les gars étaient partants pour Paris (par exemple à l'agglomération, sur 120 travailleurs, 100 étaient partants, et beaucoup ont donné de l'argent, ou se sont engagés à, pour la préparation de cette journée).

Pendant ce temps, la seule initiative centrale du Front Commun Syndical pour la mobilisation a été... un communiqué de 10 lignes dans le Républicain Lorrain appelant les travailleurs et la population à rester mobilisés.

... Et puis, le 7 octobre on a appris que le FCS annulait la manif sur Paris, et la remplaçait par une simple délégation à l'Assemblée nationale. «Le 11 octobre n'est pas une fin en soi» expliquait le communiqué, qui appelait aussi pour le 11 à... une journée porte-ouverte au train-feuillard et à une «occupation symbolique» des mairies du Bassin «de façon à apporter un appui à l'envoi de télégrammes par les élus en direction de l'Assemblée nationale, du premier ministre, et du ministre de l'industrie! ».

En fait, il semble que ce soit la CGT qui ait fait barrage pour la manif à Paris. La CGC se joignant aussitôt à elle, FO hésitante, et la CFDT isolée ne parvenant pas à faire sauter le

...On craint de comprendre mieux les choses quand on sait qu'un responsable de la Fédé des Métaux CGT, B. Lamirand, est venu quelques jours auparavant à Longwy pour y rencontrer les représentants de l'U.L. et des syndicats de Rehon et de Senelle... Ceux de Rehon se seraient-ils fait tirer dans les pattes ? Explication trop simpliste? Peut-être, mais on ne peut qu'être frappé par la similitude des termes employés lors de la conférence de presse de Lamirand et de ceux repris plus tard par le communiqué du FCS annulant la manif, notamment sur «le 11 octobre qui n'est pas une fin en soi »... Frappé encore (ouille !) quand, 2 jours après ce fameux communiqué, les maires et élus communistes du Bassin informent le FCS et la population que les élus PC «entendent prendre une part constructive dans ces débats (à l'Assemblée nationale) sur



l'avenir économique et industriel de notre bassin, de notre région et de notre pays » et que G. Marchais et Colette Goeuriot (député de Joeuf-Homéricourt) interviendront à la tribune. Et voilà donc une fois de plus les politiciens remis en avant, et l'action à leur traine! (où l'on voit encore que gauche-droite c'est pareil! ce qui compte, ce n'est pas la lutte mais l'utilisation politicienne qu'on peut en faire).

Evidemment, ça a été la colère chez pas mal de militants et dans certains chantiers, ça a gueulé (à l'agglo, ceux qui avaient donné de l'argent ont demandé qu'on le leur rembourse!). En tout cas, beaucoup de gens avaient la nette impression qu'on s'était foutu de leur gueule, et la journée du !1 n'a guère rassemblé de monde: 20 personnes à «l'occupation» de la mairie de Longwy-Bas... il y avait un peu plus de monde à Mont St Martin et Rehon, mais c'était loin d'être la grosse affluence! Qaut aux «portes ouvertes» au train-feuillard, il y avait eu un peu plus de 500 personnes.

En attendant, si la partie «battante» de la CGT et de la CFDT (et de quelques non-syndiqués) n'arrivent pas à ouvrir rapidement de nouvelles perspectives de lutte, quel enterrement pour Longwy!

Longwy, le 12 octobre 83 HAGAR DU NORD

NOTES

- (1) il s'agit ici des ouvriers ; les cadres, sauf exception n'ont rien perdu.
- (2) Société de Diversification Industrielle de la Lorraine, qui dépend d'Usinor et dispose d'un budget de 25 millions de francs.
- (3) Par exemple, la fermeture de la tôlerie de Mont St Martin intervient dans un contexte de pénétration du marché intérieur de la tôlerie forte par les importations (700 000 tonnes soit 55 % du marché), alors que la demande au niveau national est en forte récession depuis 1980.
- (4) dans quelle logique s'inscrit cette tactique? dans celle des travailleurs ou celle du capital? Ni l'une ni l'autre sans doute... En tout cas:
- a) c'est proche des analyses de la CGT et du PC
- (rapport Judet, etc),
- b) ça intervient aussi après l'échec d'une partie de la négociation sociale, celle où on disait «pas de suppression d'eploi avant la création d'emploi équivalents ou remplacement » : dans le Bassin de Longwy, la diversification ne s'est pas faite, et actuellement encore on ne voit pas venir grand chose. c) peut-on avoir une autre logique, si on reste sur le seul terrain de l'usine pensent certains copains : l'existence de comités de quartiers à côté des groupes syndicaux de l'entreprise apporterait peut-être une autre ouverture. Ce problème avait déjà été soulevé à travers la lutte de 79 : que signifie «défendre la sidérurgie » s'il n'y a pas une remise en cause des conditions de travail, de la rationalité de la production (L'acier pourquoi ? Pour fabriquer des chars? et même pourquoi plus de voitures?). Et plus globalement des conditions de vie. Ce débat avait eu à Longwy une ampleur sociale marginale mais réelle (voir notamment articles dans l'Insurgé du Crassier, journal de UIS-CFDT). Il avait notamment été suscité par le succés non négligeable des primes au départ volontaire (1400 personnes ont pris les 50000 F en quelques mois).
- (5) on l'a déjà vu dans les aspects hétérogènes de l'AG du 9 juin.
- (6) car, pour ce jour là, toutes les orgas et associations du Bassin de Longwy appelaient : les syndicats bien sûr, le PC, le PS, le RPR, l'UDF, la LCR, la JOC, l'UFF, l'Union des maires, les commerçants, les routiers, les agents d'assurances, etc.
- (7) Il a notamment fait campagne en 82 contre l'occupation des Faïenceries de Longwy par les grévistes.
- (8) un mot d'ordre de grève de 24 h (8 h par poste) avait été lancé, et là il semble que le succès n'ait été que moyen. Bien des gens sont venus manifester après le boulot (tournée du matin).

Le Grève en Belgique contre l'austérité

La Belgique, en cette période de crise, n'a pas échappé au plan d'austérité que connaissent les pays industrialisés. Un plan qui ressemble beaucoup à ceux de Thatcher ou de Reagan. Une austérité qui frappe plus durement les fonctionnaires (ils sont 900 000 en Belgique). Et ceux-ci ont été les premiers à réagir par une grève générale de 15 jours en septembre qui a paralysé l'ensemble du pays. Il nous a semblé bon de rencontrer des acteurs de cette grève pour en tirer des enseignements car c'est la première fois en Europe et même dans le monde que la classe ouvrière s'attaque à un plan d'austérité. Cette rencontre s'est faite au cours de la manif antinucléaire de Charleville le 1er octobre, pour l'abandon de Chooz. Le copain belge qui nous a répondu, a participé à la grève générale.

Turnhout ANVERS ANDRE OCCIDENT. FLANDRE Courtrai HAINAUT Namur LIEGE o Mons Charleroi Langue néerlandaise Dinant Langue française Bastogne Région bilingue (français-néerlandais Langue néerlandaise avec minorité de langue française protégée Langue française avec minorité de langue néertandaise protégée Langue française avec minorité de langue allemande protégée Langue allemande, avec minorité de langue française protégée

Avant de livrer les fruits de cette rencontre, quelques mots sur la Belgique. Elle est divisée en trois régions : La Wallonie, la Flandre, et l'agglomération bruxelloise. 3 régions qui subissent différemment la crise. Depuis 70, la production industrielle de la Flandre a augmenté de 40 %, tandisque celle de la Wallonie diminuait de 3 %. Les raisons de cette disparité? Un secteur industriel ancien en Wallonie qui n'a pas su se restructurer à temps et qui est une des cibles privilégiées maintenant de la restructuration, dans un secteur basé essentiellement sur la charbon et le sidérurgie. Un secteur industriel récent en Flandres où se sont installées les multinationales à partir de 58 avec l'apparition de la CEE, et ce jusqu'en 73. Il n'était pas rare à cette époque de voir s'inaugurer une ou deux usines par semaine, ceci dans une région essentiellement agricole largement touchée par le chômage. Une des conséquences de cette industrialisation a été le développement du port d'Anvers qui est

devenu le 4^{eme} port mondial. Bien qu'elle n'ait pas encore réussi à installer des entreprises de pointe (informatique, robotique...), la Flandre résiste mieux à la crise que la Wallonie, même si actuellement le chômage augmente plus rapidement en Flandre qu'en Wallonie.

Un petit point sur les syndicats en Belgique. Deux syndicats très importants (le taux de syndicalisation est très fort en Belgique): la FGTB (Fédération Générale du Travail de Belgique — socialiste) et la CSC (Confédération des Syndicats Chrétiens), et un petit syndicat libéral. Deux faits importants à remarquer pour aider à la compréhension de ce qui est dit dans l'interview:

- Si la FGTB compte autant d'affiliés en Wallonie qu'en Flandres, il n'en est pas de même pour la CSC (1/5 seulement des effectifs en Wallonie).
- Les fédérations en expansion au sein de ces syndicats depuis 20 ans sont celles du service public et celles du tertiaire privé.

Un premier bilan de la grève ?

Pour ce qui est de faire le bilan de cette grève, on en discute dans les bistrots en ce moment. On ne peut pas dire que j'ai une position là-dessus. Je peux expliquer pourquoi cette grève m'a redonné plus ou moins le moral. Il y a une certaine résistance à la politique gouvernementale, que ce soit dans le public ou le privé, qu'on avait plus vue depuis les grandes grèves de 60-61.

Est-ce que tu ne crois pas que les gens sont un peu déçus, vu que la grève, que nous voyons ici en France comme un semi-échec, s'est terminée en queue de poisson?

Là-dessus, il y a deux avis. Le premier consiste à dire que les gens tellement aigris qu'il ne se passera plus jamais rien, et cela est vrai chaque fois qu'on n'obtient pas grandchose, sinon laisser 15 jours de salaire. Ce qui m'a fait plaisir, c'est qu'à l'assemblée générale de notre régionale en fin de grève, les gens ont dit qu'il n'y avait plus ni les Flamands, ni les chrétiens ; c'était un peu un baroud d'honneur que de continuer. Les gens restaient assez disponibles, il n'y avait pas cette espèce de dramatisation assez pleurnicharde. Il y a des secteurs plus désespérés que d'autres, par exemple les cheminots qui avaient porté toute l'histoire. Il est clair qu'eux le ressentent plus durement. Très vite le mouvement a débordé les cheminots. Il y avait les Postes, les enseignants, enfin tout le secteur public et aussi le privé dans les plus grandes boîtes.

On a vu dans la presse que les cheminots étaient vraiment très déçus par rapport aux syndicats. Quels étaient vos rapports aux syndicats?

Je trouve que par rapport aux grèves précédentes, on a été beaucoup moins trahis. Le problème fondamental reste posé, on n'a pas d'alternative syndicale à proposer aux gens, nous qui critiquons les dirigeants syndicaux. On ne dispose pas d'une ligne où on sait bien ce qu'on doit faire dans ces situations là, comment on peut y répondre. C'est très difficile, car par exemple le syndicat socialiste FGTB, dès le début a une attitude qui rendait difficile la trahison, si trahison il y a. Dès lors les gens ne sentaient pas le besoin de créer des structures alternatives. Au moment où le besoin s'en est fait ressentir, la grève était déjà terminée. C'est un peu ça le problème : c'est de savoir s'il faut introduire, en quelques jours, d'autres types de relations dans le syndicat, et casser le syndicat. Dans le cas qui nous occupe le syndicat nous a semblé agir correctement. Tout était voté, on avait le droit de parole, tout ce qu'on disait était défendu. On ne sentait pas le besoin d'autres structures, mais il faudrait dès maintenant songer à créer une autre structure qui puisse permettre d'entrer directement en contact avec les Flamands par exemple, et les Chrétiens. C'est toujours le problème de la création de l'organisation ouvrière...



On a été prévenu de la greve par hasard en se rendant à Chooz; cela faisait déjà cinq jours qu'elle était commencée. La presse faisait le black-out. Elle s'en est servie au moment de l'évasion de taulards à Tournai, et la grève est alors arrivée en second plan. Par rapport aux structures alternatives, c'est toujours le même problème. Les cheminots sont partis spontanément, mais se sont tournés vers le syndicat pour une aide.

Les syndicats ne demandaient pas mieux. J'ai eu l'impression que les syndicats chrétiens sont entrés dans le mouvement pour diriger la lutte là où ils voulaient. Il y avait une poussée et ils se sentaient contraints d'entrer dans un front commun syndical. le jeu a été ensuite d'entrer dans la négociation et de dire qu'on avait gagné; nous, nous étions un peu frustrés. Le problème en Belgique est qu'on veut toujours faire une grève en front commun et que du côté flamand ça bouge toujours très difficilement. Les chrétiens sont toujours beaucoup plus durs à faire bouger.

Est-ce que vous ne croyez pas que cette grève là a encore accentué le fossé entre flamands et Wallons ?

Moi, je suis optimiste et je crois que non, car dès le début, la grève a été aussi suivie en Flandres qu'en Wallonie et c'est quelque chose qui ne s'était plus vu depuis des années. Les gens ont terminé plus rapidement en Flandres, mais dans le démarrage et la pression qui a fait reculer le gouvernement (car ce n'est qu'un demi-échec), les flamands ont joué un rôle important, et les gens l'ont vu. Les gens se disent que les Flamands sont effectivement rentrés les premiers dans le rang, mais qu'on a besoin d'eux. C'est une pièce qui bouge un peu dans la tête des travailleurs wallons.

Dans la presse, on a pu lire que les cheminots de Liège s'en foutaient un peu que le gouvernement tombe, car les politiciens socialos sont restés au balcon.

C'est le problème fondamental de la grève. C'est une grève qui a démarré dans le secteur public en réponse à une série d'attaques contre ce secteur. C'est parti un peu de façon corporatiste, mais avec une netteté et de façon intersectorielle au niveau du secteur public, ce qui est rare chez nous. D'habitude chacun se bat dans son coin.



La question dans le mouvement a été dès le départ : est-ce qu'on fait une grève générale contre l'austérité avec le secteur privé ? Pour tout le monde c'est bien sûr oui. Mais là où on a été pris de court, c'est qu'on avait pas de programme, pas de revendications précises à proposer au privé. Donc, ce qui était dit dans les assemblées, c'était : « faisons tomber ce gouvernement de malheur ». Alors cela veut dire que dans les trois semaines, on se retrouve avec un gouvernement avec les socialistes, ce qui pour les gens signifie quelque chose même si personnellement je ne me fais aucune illusion sur les socialos. Chez nous les socialistes sont un peu dans toutes les institutions, et lorsqu'ils sont au gouvernement, les gens se sentent un peu plus représentés. Tout le monde connaît au moins le cousin de l'oncle de machin qui est au Parti et sent que c'est un peu plus proche de lui que les Chrétiens ou les libéraux.

Est-ce-que tu crois que les socialistes voulaient de ce pouvoir ?

Le malentendu réside là-dedans. C'est que le PS n'est pas tout à fait idiot et se rend compte qu'au pouvoir, il ferait appliquer la même politique d'austérité qu'en France ou dans n'importe quel autre pays. Dès qu'on se retrouve dans une position de gestion, on se retrouve avec presque l'obligation d'appliquer ce genre de politique. Le PS n'est pas preneur. C'est là qu'est le malentendu : d'une part les gens qui voulaient voir les socialistes au pouvoir et de l'autre le PS qui n'en voulait pas.

Est-ce que ces questions étaient débattues dans les assemblées générales ?

On n'en a pas assez parlé. On parlait très fort au niveau du quotidien, de telle boîte qu'il fallait absolument arrêter le lendemain, de qui allait faire le piquet, des chances de débrayage dans telle usine... C'était des trucs concrets qui passionnaient les gens avec cette espèce de perspective que tout allait démarrer.

« Liège la rouge » . On disait qu'en Belgique, la lutte des classes était encore d'actualité, Qu'est-ce que tu penses de cette classe ouvrière ?

C'est peut-être du chauvinisme, mais j'aime bien la classe ouvrière belge car les gens se défendent dans ce genre de situation. Je pense que le gouvernement se dit que s'il va trop loin, il va encore se ramasser des grèves. je trouve ça bien cette réaction de la classe ouvrière.



L'IMMIGRATION ET LE RACISM

Beaucoup de choses ont été écrites sur ce sujet. Que dire de plus ? Il est un fait certain : cette montée du racisme n'est pas dûe à une augmentation de la population immigrée. Depuis 74, date à laquelle l'immigration fut réglementée par Giscard, le pourcentage d'immigrés par rapport à la population vivant « sur le sol français » n'a guère changé, oscillant aux alentours de 6 à 7 % chiffre d'ailleurs déjà atteint dans les années 30.

Cela n'est pas dû non plus à leur concentration! Les immigrés ont toujours vécu parqués dans des zones proches de leurs lieux d'exploitation. On peut même affirmer qu'actuellement les « ghettos d'immigrés » sont « moins spectaculaires » que les bidonvilles des années 60. L'élection de Dreux a montré aussi que la montée du racisme était plus perceptible dans les quartiers à faible proportion d'immigrés.

70% des immigrés sont en France depuis au moins 10 ans et avec la crise, beaucoup ont du « voyager » à travers l'hexagone au gré des besoins dû marché de l'emploi. Ainsi, ils ont été contraints de se « frotter » à la société française... Le taux de compréhension et d'usage de la langue française par les immigrés a nettement augmenté dans

cette dernière décennie.

Les bouffées de racisme sont donc indépendantes des chiffres, du degré d'intégration des immigrés et de leur répartition sur le territoire français.



La montée du racisme en France.

Les immigrés ne sont pas dans leur immense majorité des errants cherchant ici où là du travail. Le capitalisme dans les pays industrialisés a créé de toutes pièces cette immigration. Les Etats jouent leur rôle de régulateur par rapport aux besoins du capital : on ouvre ses frontières en agitant des carottes ou on les ferme suivant les besoins de main d'œuvre... Actuellement, c'est la «crise»... alors...

Mais cette crise économique comme phénomène brut n'explique pas tout. Le refus agressif de l'autre constitue une permanence propre à toute société humaine.

Les conséquences de la crise du monde occidental qui n'est pas seulement économique ont fait le reste. Il y a dans nos sociétés dites développées une crise d'appartenance, d'identité. Pour illustrer ceci, nous allons nous

contenter de quelques remarques :

la société de consommation et l'aspiration à celle-ci a décomposé la culture ouvrière traditionnelle née au 19° siècle. Le sentiment d'appartenance à ce que l'on appelle la classe ouvrière est largement entamé parmi les exploités. Il ne peut plus y avoir de reconnaissance de classe des immigrés. De même, les immigrés ont du mal à s'y reconnaître;

la classe ouvrière est en dissolution. Une partie non négligeable de celle-ci rejoint le ghetto du «quart-monde». Le phénomène «nouveaux pauvres» prend de l'ampleur, c'est d'ailleurs dans ce milieu que le racisme a le plus

- la gauche a réussi pour l'instant à écraser ou à intégrer la plupart des mouvements un tant soit peu subversifs. Les gens qui écrivaient, chantaient, représentaient, jouaient... la subversion tendent à disparaître. Cela touche tout un environnement culturel en pleine mutation dont le changement se fait au profit de la droite. Dans bien des cas, la subversion a laissé sa place à la gestion réaliste de la crise. Même dans les mots, le «socialisme», «l'autogestion» ont disparu! ...place à la «future société moderne». Ce changement de discours ne nous gênerait pas s'il y avait une alternative à cette décomposition de toute la gauche française;

les conflits actuels largement retranscrits et commentés par les médias dont les gens sont de plus en plus dépendants (parce qu'ils ne vivent rien collectivement) mettant en scène bien souvent l'Iran, l'Irak, la Syrie, le Liban, Khadafi... font resurgir le spectre de la guerre d'Algérie et de ces «bougnouls qui foutent

toujours la merde».



Pour la grande majorité, les repères manquent. Il n'y a plus de perspectives, les utopies disparaissent ainsi que les jouissances. L'insécurité réelle mais aussi irrationnelle devient un sentiment majoritaire... Les gens ont peur et essaient de se reconstituer une identité en désignant un bouc émissaire : les immigrés arabes.

L'extrême droite en France.

Cette remontée du racisme en France mais aussi dans l'Europe de l'Ouest (racisme antiturc en RFA,...) fait-elle craindre une remontée du fascisme?

La crise de 29 avait très largement contribué à la création et au développement de l'extrême droite qui s'exprimait dans la rue par des manifestations de masse.

Actuellement, nous ne sommes pas dans la même situation. Bien sûr, l'échec de la droite en 81 et l'arrivée de la gauche au pouvoir a permis, comme cela était prévisible, à l'extrême droite de s'exprimer. Mais cette extrême droite ne représente aujourd'hui aucune force militante conséquente.

Et pourtant il y a eu l'élection de Dreux avec ses 17 % au Front national... Tous les médias se sont branchés sur ce phénomène et la fête «bleu-blanc-rouge» de Le Pen qui s'est tenue peu de temps après n'a jamais eu autant de publicité... Pourtant, cela n'a guère attiré plus de 3000 personnes.

Le parallèle entre l'élection de Dreux et cette fête du Front national aussi minable que les autres années (aucun chanteur, aucun musicien... dans la pure tradition très rétro des fachos bottés...) a tout de même été un test significatif.

L'extrême droite dite légaliste a réussi à percer électoralement (à Dreux et à Paris XX°) mais cela apparaît tout de même encore très local et très ponctuel.

Quant aux divers et nombreux groupuscules se proclamant fascistes, anti-bourgeois, antiparlementaire... ils ne représentent toujours

rien malgré leur activisme.

Malgré tout, il faut se méfier car la situation politique actuelle leur est très favorable. La peur du fascisme ne recueille plus les suffrages, les leaders de l'extrême droite font des efforts de présentation, le fascisme quotidien sous toutes ses formes gagne du terrain dans la tête des gens. Heureusement, l'extrême droite n'a pour l'instant rien à proposer d'autre que « la France aux Français» leur seul thème répondant à la dérive d'une masse de gens. Pour qu'elle devienne politiquement et physiquement dangereuse il faudrait qu'elle apporte des perspectives de sortie de crise... ce qui n'est évidemment pas le cas dans une situation économique mondiale qui n'a rien à voir avec la période d'entre 2 guerres.

La faiblesse structurelle de l'extrême droite s'explique par le fait qu'elle n'offre actuellement aucune perspective à la misère idéologique, économique et sociale sur laquelle elle s'appuie, même si effectivement son idéologie gagne du terrain et qu'elle peut être ponctuellement et localement dangereuse.

L'irrésistible remontée de la droite.

Il est probable que la droite est plus à même de récupérer les voix des racistes et autres xénophobes. On voit mal l'extrême droite gagner sur le terrain du parlementarisme, terrain exclusivement réservé aux notables et aux technocrates. Beaucoup d'ex-responsables de l'extrême droite de ces 15 dernières années l'ont compris en intégrant finalement le P.R. ou le R.P.R. (comme J. Devedjian, nouveau maire

d'Antony).

Le risque d'une réelle fascisation est peut-être à chercher ailleurs... dans les institutions mêmes de l'Etat, dans une certaine radicalisation des méthodes répressives, «préventives» de contrôle et d'encadrement de toute la population. Sur ces terrains, il semble bien qu'en France la droite risque d'hériter d'un bel arsenal mis en place par la gauche (chasse aux immigés clandestins, fichage informatisé, militarisation de la société avec les différentes symbioses Armée-Ecole, Armée-Jeunesse et Sports, Armée-Culture,...) arsenal qui d'ailleurs fonctionne déjà très bien sans qu'il y ait de réaction de masse C'est bien là le problème : l'absence de mouvements sociaux. N'en déplaise à certains, la droite n'est pas plus raciste ou plus fasciste que la gauche! Aucun politicien de droite n'a réclamé le départ des immigrés dont la présence est trop précieuse, même en cette période de crise, pour notre économie. La droite qui est en train de se reconstituer majoritairement dans le pays ne dit pas autre chose que le pouvoir actuel. Elle regrette simplement que les récentes mesures sur l'immigration du gouvernement n'aient pas été prises avant... Elle se permet même d'accuser le gouvernement de n'avoir « rien fait contre la montée du racisme en France» (J. Chirac! La droite embarrasse le gouvernement en proposant un consensus national sur l'immigration.

Quand survient une alliance électorale entre la droite et l'extrême droite, la gauche politique hurle aux loups. Cette affaire de Dreux a effectivement divisé ponctuellement la droite...

mais nous pouvons constater que :

1.) Cela ne l'a pas empêchée de progresser dans l'opinion (elle gagne toutes les élections

2.) Elle n'a aucun mal à convaincre que «cette alliance n'était que conjoncturelle et qu'elle ne fera jamais rentrer au gouvernement les Le Pen et Cie »... «alors que le P.S. y a fait rentrer un

parti totalitaire : le P.C.F. ».

En effet, les arguments et la propagande «anti-communiste» marchent très bien. Il faut dire que l'actualité leur donne du poids (affaire du Boeing Sud-Coréen, Walesa,...). Les médias officiels s'en donnent d'ailleurs à cœur-joie, il ne se passe pas une journée sans que le PCF soit malmené sur les ondes ou sur le petit écran. Nous ne sommes plus dans les années 30 où la dénonciation du stalinisme avait du mal à percer. C'est ainsi que l'anti-fascisme, un terrain traditionnel de mobilisation de la gauche, ne porte plus ses effets escomptés. Jaruzelski apparaît aux yeux de bien des électeurs aussi facho que Pinochet... La droite s'en sort!

En gros, beaucoup de gens ressentent que la gauche mène la même politique sur bien des terrains que la droite ferait «mieux en la

matière » et plus vite.

La gauche bafouille et ment.

Le fossé séparant la gauche et la droite, à l'épreuve de la pratique de gestion d'une économie capitaliste en crise est en train de se combler. Il ne faut pas en conclure «qu'enfin, les travailleurs auront compris que gauche et droite c'est bonnet-blanc et blanc-bonnet » car sans alternative politique, sans perspectives cet écœurement qui se fait jour mène déjà à un «repli sur soi».

Grosso-modo, jusqu'aux élections municipales, la gauche a subi la montée du racisme. Elle fut paralysée, incapable de répondre autrement qu'en avançant des arguments humanistes qui ne passent plus car ils ne répondent pas à la dérive d'une grande

masse de gens.

Après les municipales de mars 83, le gouvernement a réagi en politiciens affolés de perdre les élections futures. Il a eu le même type de réaction que le PCF à Vitry... en désignant les immigrés clandestins comme des boucémissaires. La gauche n'a pas pu affronter la montée du racisme car lorsque l'on gère la crise il n'y a pas d'autres solutions que d'aller jusqu'au bout... c'est cela qu'elle fait actuellement avec seulement quelques mois de retard sur ce qu'aurait fait la droite. Cette montée du racisme pourrait bien être l'un des signes du ratage historique de la gauche.

Pour les sans-papiers, «on appliquera les rigueurs de la loi, de manière implacable, avec sévérité» (Max Gallo). Effectivement la loi est

appliquée :

Expulsions directes d'immigrés sur jugement correctionnel;

Chasse policière du faciès de sale gueule avec au besoin des rafles comme au temps de la guerre d'Algérie (rue St Denis à Paris...).

L'immigré, surtout arabe, devient suspect de clandestinité. Le gouvernement en sacrifiant les clandestins sur l'autel du racisme a institutionnalisé ce dernier.

Il est loin le temps où les immigrés étaient partie intégrante de la gauche. Il est loin le temps où la gauche française tenait des discours de soutien aux immigrés en lutte (même si ce n'était que des discours...). Il suffit d'écouter les récentes déclarations de certains membres du gouvernement concernant les dernières luttes

d'immigrés dans l'automobile...

«Les clandestins mettent en péril l'équilibre de la France »!? Aucune statistique, aucun chiffre ne permet d'avancer cette thèse. Qu'on ne vienne pas nous brandir le cas du négrier qui exploite des clandestins dans une cave aménagée... ça existe mais en majorité les clandestins bossent pour un patronat ni plus ni moins négrier que Peugeot ! Si les clandestins existent, c'est qu'ils répondent à un besoin dans certains secteurs du capitalisme (agriculture par exemple...).

Quant au deuxième volet des récentes mesures gouvernementales, elles reposent sur le prétendu fait que «montée du racisme et intégration des immigrés sont intimement liées ». Ces dernières mesures conduisent aussi à des ambiguités : le discours égalitaire (françaisimmigrés) peut devenir la pratique totalitaire en

voulant intégrer des différences.



Les luttes d'immigrés.

Les immigrés polonais, yougoslaves et des pays latins (portugais surtout) ont généralement courbé l'échine en France et n'ont pratiquement jamais eté d'après nos informations à l'origine de luttes. Il en va tout autrement des Maghrébins qui ont subi le colonialisme et que le patronat a été chercher dans leur pays d'origine à la décolonisation.

L'arrivée de la gauche au pouvoir n'a pas entamé la détermination des immigrés arabes (luttes dans l'automobile et sur les grands chantiers menées ces deux dernières années). C'est bien la seule catégorie de travailleurs qui n'aît pas subi le contre-coup de l'arrivée de la gauche. Mais ces immigrés n'ont jamais été aussi isolés dans leurs luttes même si la CGT dans l'automobile a su les conquérir pour se développer et faire échec aux syndicats maisons ou jaunes.

Il y a une dizaine d'années, l'extrême gauche en France (surtout les maos) leur servait de relais avec la population française (quoi qu'on puisse penser de ce relais...). D'ailleurs un petit nombre d'immigrés avait tendance à se couper de leur propre culture, de leur religion au

contact de ces maos.

Aujourd'hui, avec la crise du militantisme, le fait aussi que chez les «militants(es)» français(es), on n'accepte plus n'importe quel quotidien (comme certains aspects de l'Islam et de la culture maghrébine), ces relais n'existent plus. «L'assistanat pro-immigré» a-quasiment disparu. Il n'y a plus de convergence et d'échange entre «militants» français et immigrés. Il n'existe plus que le relais syndical dans une usine pour limiter cet isolement. Malgré tout, cela n'a pas entamé leur détermination à résister à leur exploitation.

Quant aux immigrés de la 2e génération, qu'ils soient maghrébins ou portugais, ils n'ont pas du tout le même comportement que leurs pères face au travail. Ils ont très nettement tendance à refuser la situation d'OS ou de manœuvre. Leur révolte est quotidienne, diffuse mais l'Etat les criminalise. La population française les associe très souvent aux phénomènes d'insécurité et de délinquance. En crise d'identité, ce sont généralement eux qui résistent, s'organisent contre le racisme quotidien alors que leurs parents ont tendance à se faire oublier en dehors de leurs lieux de travail, mais il est encore trop tôt pour essayer d'en tirer des leçons générales.

Vivement que des luttes se développent.

«La défense des immigrés» ne passe actuellement que par l'humanisme. Ce discours est d'ailleurs tenu par nombre de gens de gauche acceptant la chasse actuelle aux clandestins. Il semble qu'il y ait dans toute la caste politique et syndicale française un consensus qui se dégage (excepté l'extrême droite et P. Marchelli de la CGC) institutionnalisant le racisme antiimmigrés non intégrés.

Les chiffres donnés par le MRAP et publiés dans C.A. nº 29 peuvent nous aider à répondre individuellement à des arguments racistes mais leur portée semble limitée. Ni les chiffres, ni la morale sur le droit à la différence, ni l'humanisme n'arriveront à contrecarrer la montée du racisme irrationnelle actuelle.

Seul la renaissance de mouvements sociaux, de luttes réintroduisant une homogénéité et une solidarité de classe peuvent redonner des perspectives, des jouissances, des aspirations à une masse de gens qui n'en a plus. Mais n'oublions pas qu'un retour au pouvoir de la droite ne signifiera pas forcément l'apparition d'aspirations nouvelles et alternatives. Il nous reste autre chose à construire et ce sera aussi difficile sous quelque régime politicien que ce

Reims le 12 octobre 83.

DOSSIER LES MOUVEMENTS ALTERNATIFS



L'« Alternative », un mouvement?

Le texte qui suit a été écrit à la suite d'un débat sur « le mouvement alternatif » en France, pendant le camping de Forcalquier. Beaucoup de choses ont été dites de façon parfois très contradictoires. Pour certains il était totalement aberrant de participer à la création d'une entreprise lorsqu'on était révolutionnaire ; pour d'autres ça avait plusieurs intérêts : permettre au mouvement social de se retrouver dans ces lieux et de s'en servir, introduire le problème de la réorganisation de la production dans l'approche du projet de société dont on parle si souvent de façon vague.

Ce qui est sûr, c'est que le « mouvement alternatif » correspond à une redifinition de la finalité du « travail », une recherche d'autres façons de produire et de vivre pour des gens qui interviennent dans des entreprises de taille artisanale ou dans de petites exploitations agricoles.

Sa naissance et son développement sont une réponse « sur le coup » à des préoccupations rencontrées ces dernières années dans les mouvements sociaux : pêle-même, le chômage, l'envie de se passer d'un patron ou d'un petit chef, l'autogestion, l'intérêt d'un travail, son

utilité sociale, le refus de travailler dans des structures d'encadrement, etc.

Il est évident que ce ne sera pas suffisant (loin de là) pour en finir avec le capitalisme. Il faut probablement savoir qu'un mouvement ou des initiatives ne sont pas en soi révolutionnaires, mais que cela dépend autant des gens qui les prennent que de la dynamique sociale (quand elle existe) dans laquelle ils s'inscrivent.

On en parle

Il n'y a pas qu'au camping OCL que le « mouvement alternatif » provoque des débats. On les retrouvent aux journées anti-autoritaires de Paris en juin 83, dans certaines revues (Autrement, Autogestion n° 8/9...), dans des bouquins comme le catalogue des ressources, ou même dans des brochures gouvernementales incitatrices à la création d'emploi

On les retrouve aussi, et souvent abordés d'une toute autre manière, quand on rencontre les nombreux copains / copines qui sont à l'initiative de la création de ces lieux.

Dans le N° 22 de Courant Alternatif la question était posée de savoir « s'il correspondait à l'émergence d'une sensibilité anti-autoritaire amorçant des points de rupture avec le système capitaliste. On peut aussi se demander quel rôle peuvent jouer ces entreprises dans le cadre d'une restructuration du capitalisme. Donc, moyen de résistance ou au contraire réponse à la crise que traversent les grandes entreprises dans les pays développés ?

L'Alternative c'est quoi ?



C'est le choix entre « deux possibles ». En l'occurence, par rapport au travail c'est le refus des contraintes imposées de l'extérieur, la recherche d'un ici et maintenant autogestionnaire alliant d'ailleurs l'aspect démerde individuelle avec l'organisation collective (faut bouffer, on n'a qu'une vie et autant qu'elle soit le moins con possible !). Pourtant peut-on parler de mouvement même s'il y a alternative ? Un mouvement dixit Larousse, c'est « une action collective qui vise à produire un changement, ou un courant d'idées qui témoigne de cette transformation ». Il y a donc un mouvement qui se traduit par une évolution quantitative (développement du nombre de scop (1), d'associations, d'éco-entreprises...) Des rencontres ont lieu (2), des stratégies différentes se confrontent, mais elles sont plus souvent le fait d'intellectuels qui projettent (projection votre honneur !) que d'acteurs proprement dits. Il n'y a donc pas de politique prédéterminée dans l'existence même des alternatifs. Ce mouvement existe de façon éclaté. Il y a peu de contact entre chaque expérience, même d'une même activité. Les rares coordinations se sont mises en place suite à des problèmes de répression ou d'attentats comme à une époque pour les imprimeries, ou plus récemment pour les lieux de vie. On remarque quand même que cette solidarité a eut lieu entre des gens ayant des affinités idéologiques minimales.

JE VIENS D'INVENTER LA
ROUE. SI JE TROUVE
UN BON COMMERCIAL ET
UN BON GESTIONNAIRE,
ON PELIT FAIRE UN
MALHEUR.

CAISJES TOMBER,
FEMME: TE SUIS
SUR UN COUP AVEC
JE L'EAU CHALIDE.

On en parle beaucoup, on ne le voit pas souvent.

Il n'y a pas qu'en France qu'on distigue dans le mouvement alternatif, celles et ceux qui sont directement impliqués dans un cycle de production, de ceux qui en parlent.

Les premiers sont ceux qui le font exister d'une manière diffuse mais réelle. Ce sont eux aussi qui sont confrontés aux difficultés, de réalisation (travaux pénibles, durée de travail, revenus proches du SMIC...) Les autres, ce sont celles et ceux dont l'insertion sociale varie de l'université à l'administration en passant par les nombreuses structures de formation et de conseil (ministères, médias, encadrement social...) Ils sont souvent mal à l'aise dans leur rôle, alors ils se rachètent en devenant les « vecteurs » d'un truc à la mode. Ils théorisent et écrivent à partir de l'expérience des autres. Certains mieux placés arrivent à distribuer des subventions. Ils ne font que gérer la valeur du travail qui leur passe entre les mains pour la canaliser vers tel ou tel secteur quand ce n'est pas directement aux copains.

Les personnes impliquées sont souvent politisées. Elles se sont posées un certain nombre de questions dans le mouvement et ont fait un choix autant économique (gagner sa croûte) que politique (aider le mouvement, refus de bosser dans certains boulots...). Elles n'avaient pas forcément de compétences techniques dans l'activité choisie.

A partir du même questionnement et ne vivant que grâce au bénévolat, existe une alternative uniquement militante qui n'a pour but que de servir de lieu de soutien au mouvement. (voir l'encadré sur la CLES de Lille). Ces lieux sont à la fois expression et parfois faiblesse du mouvement social. Ils en sont la force quand ils posent concrètement parmi les révolutionnaires et dans la vie sociale les problèmes de la réorganisation de la production de biens et de services avec d'autres objectifs que le sacro-saint profit capitaliste. cela implique des débats et des choix sur la valeur des « produits », la cassure des rôles dans la production (homme/femmes ; rotation des tâches ; revenus égaux ; travail manuel / travail intellectuel...). Ce n'est pas forcément le cas de toutes les structures alternatives.

Ils sont faiblesse du mouvement social dans la mesure où ces thèmes sont abordés de façon très minoritaire dans les secteurs stratégiques pour la surcie du capital (la paysannerie et la classe ouvrière à l'échelle de la planète).

A part les personnes qui ont une implication politique dans la création de leur structure, il existe parfois, à la suite de luttes contre les licenciements, des créations de SCOP (1). Ces créations ont lieu souvent dans les entreprises de petite taille, à l'initiative de sections CGT ou CFDT.

Ce mouvement qui se retrouve dans l'aspiration libertaire de se passer de patron pour travailler pour soi, donne sussi naissance à des créations de petites entreprises par des prolétaires solés. Elles disparaissent souvent aussi vite qu'elles voient le jour.

Quel Apport, quel intérêt ?

Globalement,, bosser pour une entreprise privée, nationalisée ou alternative, cela ne change rien. Les problèmes d'insertion n'y sont pas forcément les mêmes mais le choix de la production reste en grande partie théorique. La qualité et la quantité sont souvent imposées par les nécessités de l'économie de marché. Et bosser sur des machines à bout de souffle aboutit la plupart du temps à travailler plus pour un revenue moindre. Tous les

secteurs qui existent dans l'alternative ne sont pas dans ce cas. Les informaticiens s'en tirent sûrement mieux que les imprimeurs qui euxmêmes vivent mieux que les paysans. On retrouve l'échelle sociale habituelle. Alors ? auto-aliénation, auto-exploitation ? Oui ! crient en cœur nos joyeux éducateurs d'ultragauche.



Qu'est-ce qui fait donc courir nos alternatifs? Ce n'est peut-être pas le fric, ni la trouille qu'on leur supprime les grandes vacances.

C'est plutôt le fait de s'insérer, dans les pays où ils existent, au processus de production et d'y réfléchir. Sans revenir sur les liens qui existent souvent avec les mouvements locaux, c'est la tentative de travailler autrement en se posant, avec des différences à discuter, l'utilité sociale de ce qu'on fait. Cela varie beaucoup selon l'isolement et la dynamique qui existe. Quand plusieurs tentatives de ce genre développent dans une entité géographique et culturelle, et que les questionnements liés à l'organisation de la production, à son utilité sociale, à quels types d'échanges cela peut donner lieu, sont posés, l'alternative prend une dimension tout autre. Il faut donc que la valeur d'usage prenne le pas sur la valeur d'échange. (valeur d'usage pour un mouvement, pour une société, un « pays », sur la base des besoins réels de celles et ceux qui créent les richesses.)

Certes on n'ignore pas que les diverses restructurations (le déplacement de certains systèmes de production, la disparition de certains autres à travers le monde) font apparaître que dans les pays développés, il y a une forte diminution d'emplois dans les grosses entités industrielles. ce sont en effet les petites entreprises qui créent des emplois dans ces pays. On sait que certains courants du capital théorisent sur la « société duale », sur « l'âge de l'autogestion », sur le contrôle des consommateurs dans la fixation des prix de détails, ces gens pour qui « l'autogestion » passe par une suraccumulation de richesses à certains endroits du globe avec son corollaire la famine dans le reste, ont sûrement une influence, mais elle n'est pas prépondérante dans le mouvement alternatif « réel ». Et les diverses Courant Alternatif_

tentatives de nos gouvernantsgestionnaires du capital dans ces domaines (comme dans quelques autres) ne prouvent pas qu'ils pensent résoudre « la crise » en favorisant un secteur qui a peu de poids à bien des niveaux, et qui n'attends plus de quelconques mesures ministérielles pour exister.

Le mouvement alternatif avec toute ses origines sociales et idéologiques n'a aucune unité structurelle. C'est une nébuleuse dont l'entité existe malgré tout sur la base de quelques critères importants pour des révolutionnaires; à savoir poser le problème de la réorganisation de la production sur des bases différentes de la seule logique du profit.

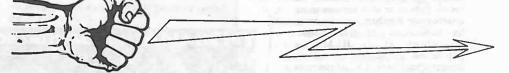
Il n'a pas la prétention de pouvoir résoudre seul ce problème, qui est fondamental dans la transformation d'une société; l'important pour nous, c'est que ce concept soit introduit dans le mouvement social dans la perspective d'une rupture avec le capitalisme. "Des yeux dans lombre accrochés à ses gestes "

NOTES

1. Coopérative ouvrière de production (structure commerciale ayant un statut particulier qui gère les rapports entre les travailleurs coopérateurs).

2. Principalement les rencontres organisées par l'institut synopsis route d'Olmet, Lodève. L'institut Rurale d'information (IRI), Goradka, Sarlat 24200, par Braud-Rencontres, revue née de la lutte de Braud et St Louis, Tanguey Cazats, 33430, Bazas, et par la revue Autrement.

33430, Bazas, et par la revue Autrement. Par ailleurs pour tout ce qui concerne l'agriculture, un des journaux les plus intéressant sur la critique de l'organisation agro-alimentaire à un niveau mondial, et qui aborde souvent le problème des alternatives en milieu rural est Le Travailleur Paysan, 45 rue Sedaine, 75011 Paris.



Le CLES, une expérience associative d'alternative militante à Lille...



La CLES (Commune libre et espace social) est née en 1977 de la volonté de militants, hors des organisations nationales de se donner des moyens autonomes d'expression tout en rassemblant le mouvement libertaire lillois, afin de créer « une alternative anti-autoritaire » crédible localement. En fait, ce n'est qu'en 81, à l'issue d'un fort mouvement anti-militariste que l'association se développe grâce notamment à la location d'un local qui nous a permis d'ouvrir une librairie (et d'acquérir un fond de livre), une salle de réunion et de mettre plus ou moins en sommeil la ronéo au profit d'une petite offsett. Issue de cette dynamique, nos réunions comptaient alors une trentaine de militants et la librairie avait des permanences journalières. Mais cela n'a guère duré! Victime à la fois de l'époque (dépolitisation, manque de mouvement social) et du bénévolat (lassitude et non disponibilité), la librairie n'est plus guère ouverte qu'une fois par semaine. Quant à l'imprimerie, totalement équipée, qui occupe l'ex-salle de réunion, ce n'est certes pas la production interne aux anars de la région qui fait tourner les machines. Alors échec ? Oui et Non.

Echec dans la mesure où la plupart des militants se sont repliés sur des organisations (FA et CNT) et aussi par le fait que l'association n'a pu remplir l'espace laissé libre par la disparition des lieux « écolos » ouverts ; par manque de moyens (trop petit local) mais aussi à cause de la forte odeur de soutane anarchiste dont on n'a pas réussi à se débarrasser (peur de se jeter à l'eau, de quitter sa tour d'ivoire idéologique).

Mais réussite dans la mesure où ça continue d'exister, où la mouvance libertaire n'a jamais eu localement autant de moyens pour s'exprimer et aussi que, malgré tout, la CLES est la plaque tournante du mouvement libertaire à Lille parce que c'est la structure la plus apte à s'impliquer dans les mouvements sociaux de façon pratique (Chooz, antimilitarisme). Actuellement, réduite à très peu de militants, les débats portent sur le fait de demander ou non des subventions qui nous permettraient de tourner plus régulièrement (création d'emploi pour la librairie). Mais aussi sur les possibilités concrètes d'ouverture par l'élargissement des adhésions à des gens proches (le courant « spécifique » anar faisant la gueule !).

13

A propos de la « Limace Bleue »

Dans le numéro 22 de C.A. (janvier 1983), le dossier du mois était consacré à l'ex-école de la Limace Bleue à Roubaix. Article rédigé par deux ex-enseignantes de cette école « ouverte » dans laquelle s'étaient investis des adolescents du quartier. Invasion telle qu'ils ont amené la fin de l'expérience « Limace Bleue ».

Il serait trop long de reprendre point par point l'ensemble de cet article, mais il nous semble nécessaire, nous qui avions été plus ou moins partie prenante de cette expérience (et de plus ou moins loin) de faire une mise au point par rapport à cet article, avec lequel nous ne sommes pas d'accord, quant à son analyse.

Il faut d'abord mieux situer le secteur géographique humain de l'école. Celle-ci se situe dans les vieux quartiers de Roubaix, coincée entre les habitations de type courée, insalubres, et de HLM. La population du quartier est à forte densité d'immigrés et les adolescents dont on parle dans cette histoire sont « des jeunes immigrés de la seconde génération », en majorité

maghrébins.

C'est un quartier ultra défavorisé au niveau de son habitat, culturellement et financièrement. Toutes les conditions sociologiques sont donc requises pour qu'il secrète une quantité importante de délinquants et pré-délinquants, et par conséquent en égale importance une kyrielle de travailleurs sociaux en tous genres : assistants sociaux, éducateurs, animateurs etc. Ce n'est donc pas un quartier où il ne se « passe » rien. Bien au contraire, de tels quartiers sont l'objet d'investissements socio-éducatifs en moyens humains et financiers souvent très importants. Ce qui ne veut pas dire bien sur, que ces interventions socio-éducatives soient réussies ou qu'elles servent à quelque chose. (Ceci est un autre débat...)

Pour ce qui est de l'école maternelle de la Limace Bleue, nous ne constaterons pas la valeur du travail pédagogique qui a été réalisé. Pédagogie non-traditionnelle basée essentiellement sur les jeux symboliques et l'utilisation de l'audio-visuel, décloisonnement des classes, travail en équipe, intervenants extérieurs, participation à la vie du quartier. Tant que l'école maternelle est restée spécifiquement école, il n'y a eu aucun heurt important avec la municipalité de Roubaix, ou avec le Rectorat. Ce type d'expérience est d'ailleurs dans la droite ligne du PS. Par exemple à Villeneuve d'Ascq (banlieue lilloise), municipalité PS, toutes les écoles maternelles et primaires fonctionnent en école ouverte. Et ce qui nous semblait très intéressant dans la Limace Bleue, c'est que c'était fort rare de voir un tel type d'école dans des quartiers aussi défavorisés.

C'est à partir du moment où les gens ont commencé à s'installer dans l'école, que toute cette belle machine a commencé à se dégrader...



Ces jeunes étaient donc des adolescents (environ une petite dizaine) maghrébins, en rupture d'école ou au chômage pour les plus âgés, en voie de marginalisation. Ils ont investi ces lieux parce qu'ils avaient nulle part où aller.

Mais accueillir ces jeunes, discuter avec eux de façon ponctuelle entraîne toujours à plus ou moins long terme l'institutionnalisation de ces relations (par exemple arrivée d'un éducateur spécialisé 2 ou 3 mois après leur arrivée), parce que c'est un public difficile, qui nécessite des actions éducatives spécifiques.

Ce qui ne veut pas dire qu'il faille forcément être éducateur pour « s'occuper » d'adolescents. Mais plutôt qu'on ne peut pas tout à la fois : « faire la classe » à 30 gamins, désamorcer un conflit entre les jeunes, s'occuper d'un dossier pour avoir des subventions, un local, démarrer un stage d'insertion, puis rentrer chez soi pour y retrouver de nouveau ces jeunes chez soi, discuter tard le soir et recommencer le lendemain, sans arriver tôt ou tard à s'essouffler et ne plus maîtriser une situation. Et c'est ce qui s'est passé. Le travail avec les enfants a plus ou moins été délaissé par ces deux « instits-moteurs », les autres instits se

répartissant la plupart du temps leurs enfants.

D'autre part, et ce qui n'est pas du tout montré dans l'article, les ados, surtout en groupe, fonctionnent sur le mode de l'agression verbale (parfois physique), vols en tous genres, racket, etc. Et le conflit avec les femmes de service (cf article) est né de cette atmosphère qui à longue échéance est insupportable. Ceci et les grèves et congés-maladie à répétition (cf.article) ont fait que petit à petit les parents ont cessé de mettre leurs enfants à l'école, et que l'année scolaire 81/82 s'est terminée avec 50 élèves alors qu'elle en recevait 150 en début d'année...

Et si la mairie a détruit des mobiliers réalisé (?) par les jeunes, ce sont eux-mêmes qui ont commencé à les détruire...

Il ne s'agit pas de porter un jugement moral sur ce qui s'est passé. Notre opinion est plutôt qu'elles se sont laissées emportées dans une aventure qu'elles ne pouvaient maîtriser dans le fonds : dérivation de leur expérience pédagoqique au niveau des jeunes enfants vers une expérimentation d'une action auprès d'adolescents sans en avoir l'expérience et la maîtrise, en entraînant des gens aussi inexpérimentés qu'elles dans ce domaine (Association des amis de la limace bleue, entre autres), en mobilisant des gens dans un conflit dont ils ne connaissaient pas les tenants et les aboutissants, tout ceci dans une atmosphère passionnée où il était difficile de faire la part des choses (impossibilité d'avoir en groupe, en réunion, une analyse de ce qui se passait, par exemple). Il était difficile de ne pas être investi dans cette histoire, tant on était pris dans une atmosphère où on avait l'impression qu'il se passait quelque chose d'important à la Limace Bleue, qu'il fallait les soutenir, agir avec l'école, etc.

Slimane est mort, victime lui aussi du mythe de la Limace Bleue.

Alors qu'avec le recul on a tous l'impression de s'être fait avoir, et qu'en fait le résultat est totalement négatif : l'école est redevenue une école traditionnelle, les ados sont revenus à leur point zéro et se retrouveront à l'âge légal en prison. Il ne peut y avoir « d'école de paix, d'amour et de liberté » dans la terreur, le bruit, la confusion.

Toutes ces explications nous ont semblé nécessaires, car pour nous, cette expérience ne doit pas être mise en exergue des institutions en butte au pouvoir, car quoiqu'elles en disent, elles ont pratiquement toujours eu de bonnes relations avec le rectorat et le Ministère de l'Education nationale, même si tout s'est terminé dans un fiasco total.

Pour nous, la Limace bleue, est bien morte et nous ne voulons pas qu'elle renaisse où qu'elle puisse se trouver.

Aux lendemains du 10 mai 1981, dans «l'euphorie générale», un certain nombre de projets sont déposés au ministère de l'Education nationale. Certains sont éconduits ou reçoivent des promesses informelles pour la rentrée 83, d'autres, tel le lycée autogéré de Paris, sont agréés.

A l'initiative du lycée autogéré de Paris: Jean Levi, un enseignant, qui s'appuie sur une expérience à laquelle il participe depuis 5 ans à Marly le Roi. «Marly», c'est une M.J.C. où une vingtaine d'élèves de 1° ou terminale descolarisés se préparent au bac avec l'aide «intervenants» - des «profs» bénévoles qui ne participent que sur leurs demandes, en général lors des synthèses collectives.

Marly a prouvé, si c'était nécessaire, que des élèves peuvent gérer, sans intermédiaire, leur scolarité ; produire le savoir au lieu de le consommer dans la passivité et, souvent, le désintérêt le plus total ; passer leur bac avec succès puisque le taux de réussite est égal à la

moyenne nationale...

Mais Marly a ses limites. Les problèmes engendrés par la descolarisation : présentation au bac en candidat libre ; impossibilité d'envisager l'entrée dans certains instituts en l'absence du livret scolaire ; arrêt du versement des allocations familiales... et, peut-être, à plus ou moins brêve échéance, le bénévolat des intervenants, sont un frein à son développement.

Ainsi, malgré ses aspects positifs, Marly reste marginal, limité à une vingtaine de personnes et ne parvient pas à s'étendre.

Fort de cette expérience et animé du désir de l'essaimer, Jean Lévi, après le 10 mai 81, ébauche un projet de lycée autogéré pour Paris et lance un appel pour : «Un lycée aux lycéens ». Un lycée intégré aux structures de l'E.N. mais basé sur le volontariat et où les «usagers» — les élèves — géreraient eux-mêmes leur scolarité : plus de note plus de cours obligatoires mais des ateliers, des projets élaborés en commun et non imposés, une concertation permanente de tous - usagers et

intervenants — sur tout ce qui touche à la vie quotidienne du lycée.
Vite rejoint par une trentaine d'enseignants, encouragé par «ceux de Saint-Nazaire» et soutenu par plus de 100 pré-inscrits, le projet prend forme ; les démarches au ministère se multiplient, le gouvernement socialiste, encore dans sa «genèse», attentif — comme il le déclare par la voix des ministres concernés — à toutes initiatives, finit par donner son accord pour la rentrée 82. En septembre 82 le lycée autogéré de Paris ouvre ses portes; le ministère

Un lycée autogéré à Paris

favorable à cette expérience a concédé un local en sous-sol, où tout fait pratiquement défaut, à l'intérieur du lycée F. Villon dans le XIVe arrondissement. Cet «établissement» à la limite de l'insalubrité n'atteint pas pour autant l'enthousiasme général ; considérant qu'une «cave» vaut mieux que rien du tout, l'année scolaire débute le pinceau et l'éponge à la main pour rendre utilisable ce nouveau «lieu de vie ».

Les utilisateurs.

Basé sur le volontariat, les enseignants, (24), seront ceux/celles regroupés(es) autour du projet initial ou d'autres cooptés(es) par le groupe d'origine; quant aux élèves, (170), la seule restriction sera la possibilité d'hébergement (premiers inscrits) puisque le lycée est ouvert à tous (toutes) en dehors de toute obligation imposée par la carte scolaire, ainsi qu'aux élèves descolarisés(ées) ou ceux/celles qui, contre leur gré, ont été orientés(ées) en cycle court en fin de 3°.

Les objectifs.

« Tenter de résoudre les situations d'échec au moment où elles se présentent » (projet du lycée

autogéré de Paris).

Face au marasme et au constat d'échec rencontré dans les établissements traditionnels en raison de leur mode de fonctionnement et du statisme qui les caractérisent, le lycée autogéré doit permettre de rompre l'isolement, d'acquérir un savoir par la pratique et l'échange, les voyages, la vie en collectivité... et être un lieu d'apprentissage à la démocratie directe.

A partir de relations effectives, «l'élève » est A partir de relations effectives, «l'ereve » est actif, inventif, responsable; il est autonome, en ce sens qu'il participe à l'élaboration de son savoir et de son savoir-faire; «l'enseignant », quant à lui, doit être disponible et réceptif aux demandes qui lui sont faites.

La gestion du lycée est assurée exclusivement par tous les usagers ; ni enseignants-enseignés, ni dominants-dominés, mais des individus responsables qui choisissent par une concertation permanente ce qui semble le plus approprié tant au niveau enseignement/culture que tout ce qui touche au quotidien. Chacun organise et rythme son travail en fonction des objectifs qu'il se donne.

« Bilan ».

Il serait illusoire et prématuré de porter un jugement définitif quel qu'en soit sa teneur.

Comme toute expérience novatrice, celle du lycée autogéré n'est et n'a pas été sans conflit. Des débats passionnés et passionnels ont jalonné cette première année d'existence qui a vu, ce qui est inévitable et souhaitable pour aller de l'avant, des crises éclater périodiquement. Chacun, adulte comme adolescent, est porteur d'un passé et de valeurs acquises

parfois difficiles à évacuer.

Etre autonome, entretenir des rapports réellement égalitaires, s'assumer, n'être ni oppresseur ni oppressé, rien de ceci ne s'apprend mais, par contre, signifie «désapprendre» les «vieux réflexes». Il est évident que des décisions même prises en A.G. ne sont pas les conditions sine qua non à la mise en place de la démocratie directe car même une A.G. peut être manipulatrice. La différence de statut entre enseignants - absence d'égalité de salaires - et surtout entre adultes-adolescents est parfois source de malaise d'autant qu'il serait utopique de croire qu'il y ait un concensus autour d'une démarche commune et d'un projet «politique» identique.

Malgré les problèmes inhérents à ce type d'expérience, cette première année a été riche d'enseignements. La formation d'ateliers et l'ouverture sur l'extérieur sont à elles seules positives : un voyage en Pologne, un autre en Irlande; la participation ou les contacts entretenus avec d'autres expériences : squatts, radios libres, lieux de vie...; l'animation de quartier ; la prise en charge matérielle des activités par des fêtes, ventes...; les relations extra-scolaires... ont permis une meilleure connaissance de l'autre et la confrontation directe à des problèmes concrets et quotidiens. L'absence de structure ou, au contraire, les obligations «administratives» qui peuvent maintenir ou promouvoir certains(es) dans une situation particulière (privilégiée) par rapport à l'ensemble peuvent favoriser une prise de pouvoir, consciente ou non, par les « plus fortes personnalités ».

Un autre problème subsiste et n'est pas résolu : le baccalauréat. Tous les conflits peuvent être positifs et permettre d'atteindre les objectifs initiaux si les principes de base sont maintenus. Dans ce sens, les usagers du Lycée doivent refuser de rester à la «remorque du ministère » mais au contraire lutter et s'étendre afin de créer une réelle alternative et ne pas transformer «leur lieu» en nouvelle «boite à bac ».

Comme les autres, le lycée autogéré de Paris a ses limites, le refus de vivre en rupture complète avec le système entraine des contradictions parfois difficiles à surmonter. Alors, apprendre «une autre facon de vivre». pour qui pas, mais à condition que ce ne soit au détriment d'aucun usager et que la «contestation» ou la démarche originelle ne soit pas réduite à un simple projet pédagogique destiné à satisfaire les enseignants ou à mieux canaliser la révolte, intégrer ceux qui la fomentent et pallier les manquements et lacunes de l'Education nationale.

L'année écoulée et l'ouverture en 83 d'une «classe sauvage» permettent d'augurer d'une évolution positive ; reste la détermination réelle des usagers... Un prochain article donnant la parole directement aux usagers apportera sûrement des réponses plus précises aux nombreuses questions en suspens.

(à suivre...)



Le mouvement associatif en Corse

La recherche de l'identité culturelle conduit autonomistes et nationalistes à voir dans le « temps de la commune » (ou « du commun »), malgré le détournement du pouvoir populaire qui s'y réalise progressivement, le symbole de la tradition démocratique corse au nom de laquelle ils luttent.



Le développement de l'île coïncide avec le phénomène du retour à la terre : dans les années 70, de nombreux jeunes Français, refusant de quitter leur région, s'installent à la campagne. En Corse, une jeunesse déruralisée tente de retravailler la terre familiale dont elle pense désormais pouvoir vivre. Mais dans la plaine orientale la mise en valeur capitaliste bouleverse les pratiques rurales : les terres domaniales et communales deviennent la propriété d'allogènes, le système des baux oraux qui permettait aux bergers de l'Intérieur de louer des terrains aux notables se réduit fortement, le salariat agricole fait son apparition tandis que se généralise l'idée de terre marchande. L'organisation rurale traditionnelle disparaît en moins de dix ans...

Face à cette situation, des réactions d'autodéfense se font rapidement jour dans la région du Fiumorbu. Les jeunes paysans mal intégrés, surtout, rejettent violemment la nouvelle logique économique. Contre les nouveaux venus, des liens de solidarité intercommunale se reconstituent sur d'autres clivages que claniques, et des comités de défense surgissent. Les militants les plus radicaux animent le CDJA et la FDSEA, Terra corsa et l'ARC, ou participent aux actions des clandestins (FPCL puis FLNC), défendant les structures communautaires traditionnelles remises à l'honneur par les mouvements nationalistes.

Leurs revendications (redistribution des terres, justice sociale, etc.) reprennent en les intégrant à une doctrine nationaliste moderne — proche de l'idéologie tiersmondiste — certains thèmes des révoltes communalistes. Plus près des idées progressistes défendues par le FRC, les jeunes de l'Intérieur rejoignent les agriculteurs de la plaine dans leur vision idéalisée des communautés rurales corses.

La société traditionnelle corse — dans lequel le travail humain constitue la principale force productive — repose sur une complémentarité des ressources de production et de consommation, et sur un équilibre écologique et social (les cultures arrêtent le feu, les arbres l'érosion...; les cultivateurs ont besoin des bergers, ces derniers respectent les cultures et la forêt...). Les microrégions naturelles (Balagne, Castagniccia, etc.) assurent une organisation de l'espace très cohérente et développent entre elles une solidarité aujourd'hui remplacée par la concurrence sauvage entre un littoral en expansion et une montagne à l'aponie.

Généralement originaires de la région et ayant souvent fait un séjour plus ou moins long dans les villes continentales, les jeunes néo-ruraux se lancent vers 1965 dans l'artisanat et l'élevage de montagne. De formation universitaire, ils participent (au moins pour la première génération) du retour à la terre et au pays alors en vogue dans l'hexagone. Mais, renouant avec la tradition, ils s'opposent aux élus et notables - pourtant « garant » de cette même tradition. Car très vite, dans leur recherche de logements, terrains ou locaux, ils se heurtent au problème de la propriété foncière : l'espace, figé et vide, n'est pas libre; contrairement au littoral, terres et maisons demeurent dans l'indivision. Et puis, ils déplaisent à la population, majoritairement corse et âgée, qui vit de l'assistance; aux Corses du continent, hostiles à tout changement dans leur souvenir du passé et sur lesquels s'appuient les clans; et à ces derniers, soucieux de maintenir une situation de dépérissement qui leur est favorable. Les élus contrôlent un quasi-désert où des bataillons d'insulaires émigrés votent pour eux, sans toujours satisfaire par leur choix les résidents...

Leur difficile insertion sociale conduit alors les nouveaux arrivants à remettre en question les structures d'intégration politique et idéologique corses, et à vouloir leur en substituer d'autres. Ils contestent de plus en plus radicalement les partiti, rejetant leurs pratiques d'assistance clientélaire, d'inféodation pour services rendus, et leurs méthodes frauduleuses.

Le Centre de promotion sociale (CPS) créé à Corti par le ministère de l'Agriculture, véritable pôle d'attraction, rassemble ces jeunes en quête de réenracinement, qui développent des activités diversifiées : élevage, artisanat et animation. Un mouvement associatif très actif voit le jour. De multiples groupements cherchent à susciter une mise en valeur de l'Intérieur en maîtrisant les outils de production (organisation des marchés, coopératives d'achats...) et en décloisonnant les catégories sociales et les classes d'âge (les veillées sont l'occasion de redécouvrir la mémoire collective populaire...). Ils veulent recréer un tissu social, économique et culturel en exploitant les ressources locales et en jouant sur la qualité de leurs productions, commercialisées sur les marchés locaux.



Ce mouvement représente peu d'individus (400 500 personnes); mais il fait preuve d'une créativité et d'un esprit totalement nouveaux dans les villages de montagne quasi abandonnés (le tiers ont moins de 100 habitants). Des associations cherchent à structurer un réseau d'artisans dans toute l'île; certaines tentent d'organiser le tourisme hivernal (ski de fond); d'autres des groupements de producteurs et des coopératives foncières. Fortement imbriquées, elles établissent entre elles un système d'entraide complexe (foyers ruraux, activités de recherche sur la culture, mais aussi procès de clandestins sont financés grâce à des tournées organisées en Corse par le groupe musical Canta u populu corsu). Et cette solidarité leur permet de résister aux clans et à l'Etat, pour promouvoir leurs diverses activités.



Très imaginatifs, ces regroupements, d'abord plutôt artisanaux (CORSICADA, CPS) et économiques (A Rustaghja, L'Alivi, E Balagne) deviennent fréquemment culturels par la suite (la FALCE regroupe 38 associations de ce type) ou professionnels (Association pour la renaissance des coopératives agricoles de la montagne corse). Ils se rattachent parfois à des structures nationales (foyers ruraux) et s'établissent sur une échelle de plus en plus large (Associu di produttori di a Castagniccia), gagnant des espaces nouveaux (Cellule socio-économique de l'Alta-Rocca).

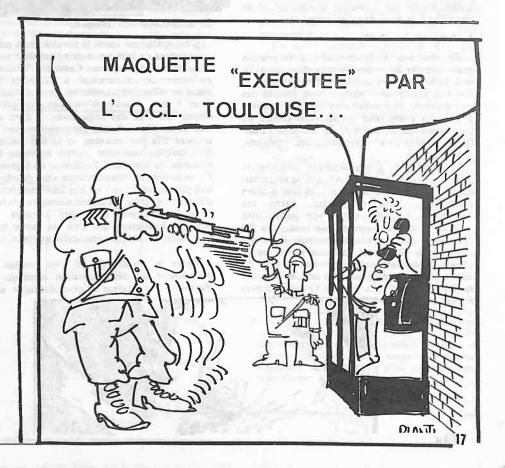
Les associations représentent donc un mouvement divers et mouvant, mais très cohérent sur le plan des idées et des motivations (convivialité, démocratie directe...), capable de se mobiliser en cas de besoin, même avec des moyens précaires. Riches en propositions, leur capacité d'incitation et de mise en pratique fait leur réussite : A Rustaghja disparaît, cependant sa campagne d'agitation et d'information en faveur de la châtaigneraie sensibilise les pouvoirs publics aux problèmes de la Castagniccia. E Balagne est relayé par Alivu balaninu, association pour la défense et la promotion de l'oliveraie en Balagne, et par une coopérative oléicole. Le Foyer rural de grand secteur de Suddacaro (comme A Casa capicorsina dans le Cap) pratique des activités très diversifiées...



A leurs débuts, les animateurs du mouvement coopératif et associatif, travaillent généralement de façon bénévole et militante. Puis ils cherchent une activité rémunérée dans l'agriculture, l'artisanat ou l'administration (services parapublics), quand ils ne postulent pas à une fonction élective, politique ou socioprofessionnelles.

Aujourd'hui, ils intéressent fort le gouvernement socialiste. Pour faire revivre les micro-régions naturelles de l'Intérieur, en recréant entre elles une organisation de l'espace fonctionnelle, le pouvoir français cherche à encourager la polyactivité et à favoriser l'essor des associations. La sollicitude et l'intérêt qu'il manifeste à ces dernières (« éléments importants du processus autogestionnaire », selon le PS) les placent dans une position délicate et ambiguë : souvent composées de nationalistes ou d'autonomistes, elles impulsent une dynamique antiétatique; mais pour survivre, elles doivent solliciter subventions et autres aides de l'Etat...

CE TEXTE EST EXTRAIT DU LIVRE « CORSE : LA LIBERTE PAS LA MORT » DE VANINA (Editions Acratie B.P. 25 40300 Peyrehorade).



Bref historique

Pour une analyse du mouvement alternatif allemand, on ne peut pas se contenter d'une description des formes qu'il revêt aujourd'hui. Il faut partir des conditions historiques de sa naissance, dont le mouvement lui-même n'a pas toujours conscience.

Le mouvement alternatif est sans conteste un enfant de la révolte de 68 en Europe. Sans la cassure qui s'est produite alors, et l'évolution des consciences qui s'ensuvit, il n'aurait certainement pas vu le jour.

68 et ses promesses

68 a permis une rapide accélération d'un courant de politisation déjà en marche. Sa particularité et sa radicalité étaient de reconnaître le quotidien, les problèmes personnels en tant que partie intégrante du domaine politique, ce qu'on avait jusqu'alors fermement rejetté. C'était l'expression d'un refus catégorique du jeu politique parlementaire traditionnel, et des structures hiérarchiques en général, touchant tous les domaines de la vie quotidienne : bureaucratie, école, famille, faculté. Notons que la révolte de la jeunesse (étudiante ou non) n'a pas trouvé dans les entreprises allemandes l'écho qu'elle a eu auprès de la population française. Le bouleversement de fond en comble de la société était à l'ordre du jour. Lorsqu'il s'est avéré que cette attente ne pouvait pas être satisfaite à court terme, l'unité du mouvement s'est disloquée.

Le courant marxiste-léniniste (ML).

La tendance marxiste qui succède au courant anti-autoritaire représentée surtout par le SDS (voir explication en annexe) conserve le principe de la «grande révolution», qu'elle reporte cependant à une échéance plus lointaine.

D'après son analyse, le mouvement de 68 n'est pas arrivé à ses fins par manque d'organisation et de structures. Il est aussi taxé d'avoir été mené par des «étudiants petits bourgeois».

Il s'agit alors de remédier à ces déviances par l'élaboration d'une organisation très structurée (modèle d'avant-guerre du KPD allemand) se démarquant de l'organisation ouvrière traditionnelle que constitue le syndicat, et de travailler à la base dans les entreprises.

La lutte armée (69-70).

En réaction à la tentative d'intégration pratiquée par les socio-libéraux d'une part (1), et à l'abandon des actions subversives par le courant ML d'autre part, se sont formés des groupuscules de combattants (guérilla urbaine) pratiquant avant tout des attentats contre les formes institutionalisées de répression de l'Etat. (police, hôpitaux psychiatriques, prisons, armée, etc...).

Ces nombreux groupuscules se sont ensuite regroupés au sein de la RAF, qui se réclamait aussi du marxisme léninisme, et qui a alors mené une lutte clandestine. Dans ces conditions, la RAF a très vite perdu tout contact avec le mouvement de base, et a été désavouée par les autres groupes. Dans ses analyses, la RAF est toujours partie de la situation internationale, en particulier celle du tiers-monde, pour décider des actions à mener en RFA. En 1972, la plupart de ses membres étaient en prison.

Le mouvement alternatif en RFA

La marche à travers les institutions.

A l'opposé de la RAF, le courant représenté par la «marche à travers les institutions» -selon l'expression de Rudi Dutscke proposait une stratégie se pliant au jeu de l'intégration. Ici la lutte consiste en premier lieu à pénétrer dans les institutions sociales, politiques, syndicales, dans l'université. Cette décision peut être prise au plan individuel, sans but exprimé, ou concerner un groupe ayant la volonté de transformer l'institution. Ex : les Josos - jeunes socialistes - dans le SPD. C'est à ce moment que de nombreux gauchistes ont choisi de devenir enseignants, à l'université ou à l'école. L'Etat devait répondre par la suite à cette vague gauchisante au moyen des Berufsverbote - interdictions professionnelles -

de la réflexion née pendant le mouvement, l'extrème-gauche s'est divisée quant aux stratégies à appliquer en ce qui concerne l'action de l'après 68 : groupes ML, lutte armée, marche à travers les institutions, politique à la première personne. (cf. le mouvement alternatif).

Malgré leurs différences, les groupes qui ont résulté de cet éclatement de l'extrême-gauche présentaient des points communs. RAF, groupes ML, marche à travers les institutions appliquent tous une stratégie à long terme, et se soucient peu des réactions qu'ils provoquent auprès de la population. D'autre part, la vie personnelle est délaissée, on se voue à une cause. Enfin les trois tendances ont rapidement connu l'échec :



Le mouvement des femmes.

C'est également après la révolte de 68 que le mouvement de femmes a pris l'ampleur qu'on lui connaît aujourd'hui. Certaines femmmes politisées ont commencé à dénoncer leur situation d'être opprimées et à revendiquer le droit à être reconnues en tant que groupe distinct au sein des organisations dont elles étaient membres. Leurs interventions ont été souvent très provocantes, et le fait nouveau était qu'elles voulaient mettre en cause leur situation de femmes à l'intérieur d'un groupe. Ce mouvement émancipateur s'est développé très rapidement et ne s'est pas limité aux cercles d'extrême-gauche, il a donné naissance à la lutte pour l'avortement libre par exemple. La nouvelle législation qui s'en est suivie reste cependant encore plus restrictive que la loi Veil.

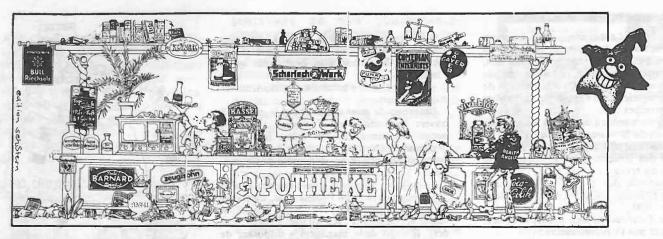
Après la révolte de 68 s'est produit un phénomène de décomposition remarquable. Partant d'une analyse en gros identique, issue

La RAF, qui de par la nature de ses activités a été très vite frappée d'isolement, malgré le désir exprimé de pratiquer un travail à la base, au moins au début. La répression féroce de la part de l'Etat a aussi contribué à l'échec, ainsi que la désolidarisation du reste de l'extrême-gauche, résultant en partie de la campagne largement diffamatoire contre la RAF menée par l'Etat.



- Les groupes ML n'ont pas trouvé l'écho qu'ils recherchaient parmi la population. De plus la rigidité de l'organisation, la discipline à laquelle devaient se soumettre les membres ont été rejetées par les autres groupes d'extrêmegauche. En outre à cette époque les expériences communistes étrangères que ces groupes avaient pris pour modèles sont tombées de plus en plus en discrédit. C'est pourquoi ces groupes, qui ont connu au départ un vif succès ont très vite perdu de leur influence dans le milieu des années 70.
- Ceux qui se sont concentrés sur la marche à travers les institutions limitaient essentiellement leur pratique au domaine professionnel. ils n'ont pas reconnu le caractère totalement illusoire que comportait la volonté de changer les institutions : ce sont les institutions qui les ont changés, eux.

Courant Alternatif



Le mouvement alternatif.

Le mouvement alternatif, ou du moins ce que l'on nomme ainsi aujourd'hui en Allemagne, a beaucoup gagné en importance à partir du moment où ces divers échecs se sont dessinés.

.Il est né d'une des tendances du SDS (tendance anti-autoritaire) a la quelle il a emprunté deux thèmes : l'aspect antiautoritaire et l'importance attachée à la protestation dans le domaine culturel. Il essaye de concilier la nécessité d'un changement global à l'échelle de la société avec le changement sur le plan sur le plan individuel et subjectif. Cette activité a démarré sous forme de groupes de base (quartiers, entreprises, universités) et s'est exprimée dans de nouvelles formes de vie (Wohngemeinschaften = communautés). En même temps naissaient les premiers projets alternatifs : écoles maternelles parallèles (Kinderläden), maisons de jeunes auto-gérées, projets dans le domaine de l'assistance sociale et de l'éducation.

Certains projets sont parvenus a obtenir des subventions de la part des communes. Comme les trois tendances citées ci-dessus les groupes de base ont connu une crise importante dans le milieu des années 70 — remise en question du travail politique —. C'est alors que l'infrastructure déjà existante formée de cafés, librairies d'extrême-gauche a été renforcée, donnant naissance à une «scène», un monde parallèle en quelque sorte.

Le mouvement alternatif vu par lui-même.

Par mouvement alternatif, on entend une constellation de projets alternatifs, de cafés, de librairies, de Wohngemeinschaften (WGS), etc... On comprend ainsi qu'à cause de la dispersion structurelle de ce mouvement, il soit d'une part difficile de le cerner, d'autre part vain d'essayer d'y trouver une grande unité. Ce qui peut apparaître de prime abord comme un inconvénient est ressenti par le mouvement luimême comme un atout, c'est à dire le refus d'une hiérarchie qui caractérise les mouvements dogmatiques, des gourous, et des structures sclérosées qui définissent l'action a priori comme une situation exceptionnelle. Il ne s'agit pas de mener de grosses actions politiques, mais de changer la vie quotidienne et de se changer soi-même. Les mouvements dogmatiques ont souvent qualifié la volonté de changer les individus avant que le système capitaliste soit renversé d'illusion petite-bourgeoise. Le mouvement alternatif, lui, en est arrivé à dire que la révolution économique et politique est impensable tant que les individus ne changent pas. Ceci explique l'importance du concept de « politique à la première personne » pour le mouvement alternatif : se changer soi-même, changer sa vie ici et maintenant. Partir de ses propres besoins pour déterminer l'action, et non plus des nécessités historiques objectives.

Cette démarche est considérée comme une anticipation de la société souhaitée sans plus attendre des lendemains qui chantent très hypothétiques et de réaliser dès maintenant :

travail non aliéné;

intégration du travail dans la vie quotidienne;

- autogestion;

- vie en collectivité;

- suppression de la distinction entre travail intellectuel et travail manuel, et travail d'homme et travail de femme ;

réduction des rapports de pouvoir entre les



Les projets alternatifs.

On nomme ainsi toutes les tentatives organisées de mener à bien un projet économique, social ou scolaire en dehors du cadre traditionnel : on trouve ainsi des librairies, des communautés rurales (Landkommunen) des maisons de jeunes autogérées, des écoles maternelles parallèles (Kinderläden) etc...

Ils essayent de mettre en pratique les idéesforces évoquées ci-dessus. Bien qu'il s'agisse aussi en RFA d'un phénomène marginal, on trouve en Allemagne beaucoup plus de projets que partout ailleurs en Europe de l'Ouest. D'après une étude faite par des sympathisants, le nombre des projets est évalué à 11500. (chiffre vraisemblablement optimiste). D'après la même étude, la seule qui existe actuellement à notre connaissance, les projets se répartissent de la façon suivante selon les branches d'activité :

Production agricole: 4% (agriculture, jardins, élevage). Activitées de transformation: 8 % 8 1 % imprimerie, typographie;

\$ 5 % production et réparation artisanales; 0,5% entreprises de technologie alternatives; 1,5% artisanat d'art;

Circulation: 9 %
1,5% circulation, taxis, chiffonerie, déménagements, nettoyage de chemins.

4,5% commerce (alimentations, coops, antiquités, agences de voyages, kiosques). 3% librairies.

Infrastructures de loisirs: 9 %

4 % cafés, restaurants;

4 % maisons de vacances et de réunions, centres de communication;

1 % cinemas, galeries d'exposition Information domaine public: 17 %

3 % médias (films, vidéo); 1 % graphisme, photo;

9 % revues et publications, y compris calendriers, compte-rendus de congrès ;

4 % édition ; 8

Projets autogérés : 5 % 5 % projets d'organisation et de coordination. (renseignements, conseils).

Services sociaux : 22 %

7 % enfants, écoles maternelles, groupes parents-enfants.

3 % écoles : formation professionnelle, universités populaires libres, universités.

1 % groupes médicaux;

11 % thérapie, projets socio-pédagogiques et aide à l'adolescence.

Culture: 8 %

8 % art, sport, sciences (théatre, cirque, musique, danse, aikido, karaté).

Travail politique: 18 %

9 % Bürgerinitiativen (comités de quartiers, community, development)

8 % comités de citoyens, Berufsverbote, comités d'étrangers, de locataires, de prisons)

1 % partis politiques marginaux.

Notons que ces chiffres sont une généralisation de la situation berlinoise, et qu'ils ne reflètent pas exactement la situation en RFA. De plus, c'est à Berlin qu'on compte proportionnellement le plus de projets. Ainsi la branche «intellectuelle» nous semble surévaluée, le domaine agricole sous-évalué. Nous ne sommes malheureusement pas en mesure de donner une évaluation plus précise. La rubrique «travail politique» nous paraît problématique. En effet, les projets cités ne sont pas tous à inclure dans les projets alternatifs, aussi bien d'après notre analyse que d'après celle des projets concernés eux-mêmes.



Contre-économie ? (Gegemökonomie)

Une des idées dominantes est de créer un noyau économique de résistance à la loi du profit, c'est-à-dire de réaliser une unité qui, dans les limites du possible, ne fonctionne pas selon un mode capitaliste. C'est le concept de « contre-économie », qui s'appuie en particulier sur trois principes :

— priorité accordée à la valeur d'usage, donc relativisation de la valeur d'échange. (2)

— organisation du travail différente, par éclatement des structures hiérarchiques, non opposition du travail manuel au travail intellectuel, abandon des tâches spécifiquement masculines et féminines, refus de la spécialisation, salaire égal.

— usage d'une technologie limitée et douce, ne détruisant pas l'environnement.

Bien entendu, le passage à la pratique ne va pas sans poser de nombreux problèmes. Aucun projet ne parvient à réaliser une véritable autarcie. Même les communautés rurales, qui produisent souvent à 90 % pour leur propre consommation, restent dépendantes du système : en effet, il faut encore acheter des produits issus du marché : nourriture. vêtements, voitures, appareils électriques, (les individus sont habitués à un niveau de vie élevé), payer des impôts, donc rester dans le circuit monétaire. Pour certains projets, cette dépendance est purement et simplement une situation de concurrence. Ils ont alors un autre inconvénient, à savoir que la composition organique du capital est différente des entreprises « ordinaires ». Le capital fixe (investissements) est plus faible, et le capital variable (la force de travail) plus grand. On ne peut donc pas exploiter la force de travail avec une aussi grande intensité. Pour sortir de cette impasse, on a recours à diverses méthodes :

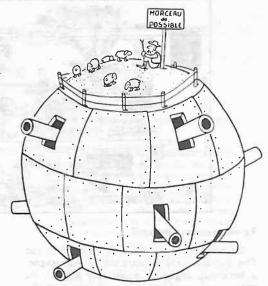
 élévation de la durée du travail, qui est donc relativement sous-payé, • allocation-chômage, aides sociales diverses. (Notons que l'infrastructure d'aide sociale est beaucoup plus développée qu'en France).

— recherche de « mécènes » prêts à financer certains projets.

Beaucoup de gens ayant choisi la marche à travers les institutions s'achètent ainsi une bonne conscience. Ils ont même fondé une organisation (Netzwerk), auprès de laquelle il est possible de faire des demandes de financement.

enfin se dessine depuis quelques années une mode nouveau de financement, thématisé seulement depuis 79, celui des « Geschäftsführer », (Geschäfts : ici, affaire, Führer : leader). Il s'agit de « managers » disposant de capitaux et prêts à financer certains projets alternatifs. Ils apparaissent au début comme relativement inoffensifs, et acceptent les structures de prises de décisions existantes, exploitant la grande disposition des gens à travailler. Ils profitent souvent d'une situation de conflit pour s'imposer, en tant qu'apporteurs de capitaux, comme principale ou seule instance de gestion et de décision. Ils prétendent alors qu'il tient à la nature des choses de gérer les projets de manière plus rentable. On a alors affaire à une surexploitation dissimulée sous le manteau alternatif (salaires inférieurs à la moyenne). Les gens concernés eux-mêmes n'ont pas toujours très exactement conscience de cette exploitation.

On remarque ainsi que ceux-là même qui, voulant se démarquer au départ très nettement du système, sont, ou dépendants d'un financement à caractère social certes, mais qui les lie au système, ou conduits à être victimes d'une surexploitation caractéristique de notre type de société, ou les deux. C'est donc sur le plan



Parmi ces formes de vie, on compte en particulier le phénomène « Wohngemeinschaften » (abrégé : WGs), en français : communautés. Les premières ont été fondées en 1967-68, par des étudiants du SDS. (Kommune I et II). L'impossibilité dans laquelle se trouvaient les gens de résoudre la contradiction (3) entre l'action politique en commun avec d'autres et le quotidien vécu en dehors de l'action, c'est à dire isolation dans une chambre meublée ou dans la famille, ou en cité-u, le refoulement des problèmes personnels, sexuels ou tout du moins leur non-expression a convaincu certains de la nécessité de briser ces structures conduisant à l'isolement. Il faut non seulement lutter ensemble politiquement, mais aussi vivre ensemble pour pouvoir lutter politiquement d'une manière plus efficace. De plus, la structure « famille » est l'un des piliers de la société bourgeoise qu'il importe de refuser, activement.

C'est surtout après les divers échecs politiques de l'extrême-gauche évoqués plus haut que les WGs ont commencé à se multiplier de manière significative. Elles ont été au départ très mal accueillies par l'opinion publique, qui a eu tout de suite recours à l'anathème. Il était aussi très difficile de trouver des appartements ou des maisons à louer. Lorsqu'on lit aujourd'hui des extraits de presse sur le sujet, on a peine à y croire. En effet, les WGs sont aujourd'hui si nombreuses que les consciences ont beaucoup évolué. Bien sûr, on doit encore essuyer des attaques féroces de la part de la presse ultra-réactionnaire, ex. Bild, mais la majorité est plutôt pour la cohabitation pacifique, aussi parce que cette vie en communauté a été démythifiée. (Il est courant que dans un même bâtiment vivent côte à côte communautés et familles).

Il est très difficile de citer des chiffres, car il n'existe pratiquement aucune étude sur le sujet. Citons néanmoins le cas de Göttingen, d'après une enquête officielle sur l'habitat des étudiants.

Göttingen compte environ 125 000 habitants et 25 000 étudiants. 17,6 % des étudiants vivent dans WG, et 32 % aimeraient vivre dans une WG. Cette discrépance s'explique de plusieurs manières:

- d'une part, la crise du logement est très dure,
- ensuite, certains loueurs refusent de louer à des WGs,
- enfin, les logements récemment construits sont totalement inadaptés à cette forme de vie. (prévus en général pour une famille de trois, voire quatre personnes).

En moyenne, les WGs comptent quatre ou cinq membres (fourchette la plus fréquente : de 3 à 4). Bien que la majorité des WGs soit formée d'étudiants, il serait faux de croire que seuls les étudiants vivent en communauté. Il y a, au contraire, de plus en plus de gens qui vivent dans une WG et qui travaillent.



— déradicalisation des projets et recherche d'une efficacité par le retour à une division du travail et à une spécialisation des tâches (production-distribution par ex.),

— recours à des sources financières extérieures :

• travail temporaire en dehors du projet

• bourses d'études : lorsqu'on est titulaire du DEUG, on bénéficie automatiquement de la bourse encore pour trois ans

économique que les projets rencontrent le plus de difficultés, qui pourraient les remettre en question à longue échéance.

La vie paralièle

Le mouvement alternatif n'est pas seulement constitué d'un ensemble de projets. Il existe aussi de nouvelles formes de vie, qui ne sont pas en relation avec un objectif précis, mais une partie intégrante du mouvement alternatif.

Le réseau alternatif

Cette multitude de projets, de WGs, d'infrastructures de loisirs, forme une espèce de réseau décentralisé, sans structure déterminée. Bien qu'il ne comporte pas de structures organisationnelles, il est un mouvement auquel on a conscience d'appartenir ou d'être étranger. L'existence de ce mouvement est concrétisée par un certain nombre de lieux que les membres fréquentent assez régulièrement pour discuter ou pour se détendre, et par une presse parallèle locale. De plus, le phénomène « WG » a provoqué un grand élargissement du cercle des connaissances de chacun, et dans une ville moyenne on arrive assez vite à connaître de vue une grande partie de la « scène ».

La particularité du mouvement anti-nucléaire

Le mouvement anti-nucléaire est certainement le plus grand mouvement de protestation de masse des années 70. De plus, le « monde alternatif » y prend part de manière active

Au stade actuel, on peut distinguer trois phases dans la lutte anti-nucléaire. La première phase est déterminée par les Bürger-initiativen (voir annexe) et les comités d'action contre la destruction de l'environnement. A part exception, l'extrême gauche n'y a pas participé. Ce sont les paysans manifestant avec leurs tracteurs, les pêcheurs professionnels en bateau sur le Rhin, les pétitions et les protestations de nombreux citoyens qui animent le mouvement. Une petite partie de l'extrême-gauche rejoint le mouvement en 74, entre autres, en réaction à la

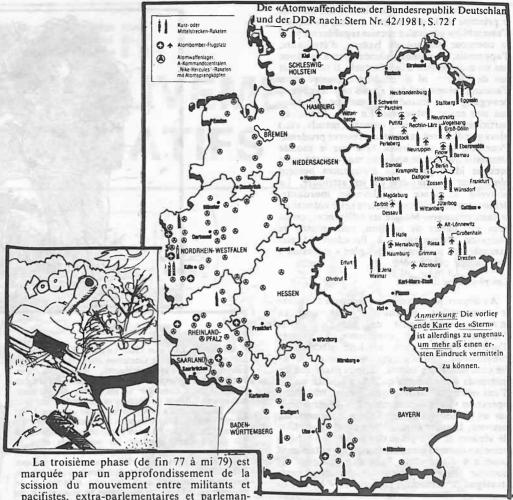
politique des groupes ML.

La deuxième phase irait de 1975 à 1977. L'occupation du chantier de la centrale d'Whyl a été un signal pour la résistance extraparlementaire et non-institutionnelle contre les installations nucléaires et le rôle actif de la population donne à beaucoup l'énergie de lutter en d'autres endroits contre l'industrie nucléaire. A Brokdorf, beaucoup passent au militantisme direct. On en arrive à d'énormes confrontations avec les flics, avec le sentiment de pouvoir faire directement quelque chose contre les centrales de mort, voire d'empêcher leur construction (on a l'expérience de Whyl en tête) et contre la politique de force du gouvernement, dont témoignent les rassemblements de flics et de services d'ordre à la solde des entreprises. S'il n'y avait que 8000 manifestants à Brokdorf I, il y en avait déjà 50 000 à Brokdorf II. La mobilisation progresse de manière incroyable avec la fondation de BIs (Bürgerinitiativen) ou de formes d'action approchantes, en particulier en RFA du nord. Les discussions à propos des perspectives, des formes de lutte, deviennent de plus en plus intensives au sein des BIs, et Brokdorf III, manifestation organisée par ces groupes anti-nucléaires, où le KB s'est emparé du rôle de leader, a pour conséquence la scission des BIs, en particulier à Hambourg.

A Grohnde, c'est de nouveau une grande action commune, à laquelle se mêlent activement les divers groupes ML. L'apogée du mouvement est atteinte en 77. A Malville, le mouvement s'exprime à l'échelle internationale sur le plan européen. Résultat de la confrontation avec les CRS: un mort. Le mouvement ne sait comment réagir. Même pas deux mois plus tard, l'Etat essaie de mettre un terme aux manifestations de masse: avec les procès de Grohnde, on tente de canaliser la résistance par division du mouvement, de manière de plus en plus dure. Les seules manifestations de masse, qui sont par essence ponctuelles, ne semblent plus être la forme adéquate de lutte.

KONNT IHR NICHT WIE GANZ NORHALE JUNGS SPIELEN?





pacifistes, extra-parlementaires et parleman-Avec la multiplication des taires, etc... constructions de centrales nucléaires, sont nées en de nouveaux endroits de nouvelles BIs, qui se concentrent sur la résistance locale, et ne se rendent plus à chaque occasion sur les hautslieux symboliques de la lutte anti-nucléaire, comme Whyl et Brokdorf. Cette phase de décentralisation s'accompagne d'un grand nombre d'actions militantes et de sabotages et assure au mouvement, même lorsqu'il reste sur la défensive, une continuité offensive que le mouvement des jeunes et des étudiants de la fin des années 60 n'a pas connu. C'est aussi à ce moment-là que se développe la campagne STROBO (4) qui ne se distingue pas par une influence massive ou une réussite particulière.

De fin 79 à mi 80, les trois tendances principales du mouvement essaient une nouvelle donne, pour tenter de gagner en influence sur les anti-nucléaires. Ceci s'explique d'abord par la nouvelle orientation des « verts »: institutionnalisation et ambitions électorales. Après la manifestation de masse réussie de Brokdorf fin 79, les forces militantes, avec la conférence fédérale de Brunsbüttel, par une mobilisation centrée sur le symbole Brokdorf, tentent d'imprimer un changement de direction au mouvement. Cette tentative a connu l'échec, car étaient surtout présents des groupes militants du nord de la RFA, qui sont en fait restés entre eux. De plus, la mobilisation pacifiste de Gorleben a montré que certaines organisations peuvent imposer leur façon d'occuper un chantier nucléaire, mais la lutte anti-nucléaire a connu une défaite de plus. Il ne nous semble pas que, dans la nouvelle phase qui se dessine, les actions directes et décentralisées contre les constructeurs de centrales et les actions de masse, comme les occupations de routes après l'évacuation du chantier loo 4, doivent être en contradiction, mais plutôt constituer une unité. Pour les anti-nucléaires citadin(e)s, il faut mener le combat à l'échelle des quartiers, dans les régions rurales, la tâche prioritaire est la prise en compte des problèmes, des expériences et des besoins de la population dans le combat contre les installations nucléaires. (D'après « Autonomie »).

Le mouvement alternatif et sa signification politique

Il est très difficile de trouver des critères permettant de mesurer la portée politique du mouvement alternatif. Les dernières élections ont prouvé au moins partiellement que le refus de principe du jeu politique parlementaire ne s'est pas traduit par des faits : une part non négligeable du mouvement a voté pour Schmidt (peur de la droite musclée de Straub), une autre pour les « Verts » — la frange institutionnalisée du mouvement anti-nucléaire — et donc, pour un temps, oublié ses objectifs premiers. D'autre part, il nous paraît important, pour l'appréciation de la portée politique du mouvement, de nous intéresser d'une part au nouveau développement qui se produit en ce moment en RFA, d'autre part aux réactions du pouvoir envers le « monde alternatif ».

Depuis l'été 80, une nouvelle composante est apparue, qui a très vite pris de l'importance. On l'a nommée « neve sozial bewegung » (lit. nouveau mouvement social). Les points les plus déterminants de ce mouvement sont certainement la légalité et la question de l'utilisation de la violence (5). Avec la violence, on a atteint une résonnance que des années de combat pacifique n'ont pas effleurée. Les thèmes moteurs sont les suivants : antimilitarisme, antinucléarisme, lutte du logement, nouvelles formes de vie moins aliénantes. De plus, l'intérêt pour les questions internationales a été ravivé (1,5 million de DM collectés au cours de l'opération « des armes pour El Salvador »). Le combat s'est focalisé sur les occupations de maisons (illégales), qui réalise en quelque sorte une synthèse entre la pratique d'un combat politique actif contre le capitalisme, surtout contre les promoteurs et les spéculateurs, et la réalisation, du moins partielle, de la forme de vie à laquelle on aspire : vie en groupe, autonomie, travail et vie au même endroit, etc...

Ce nouveau mouvement fonctionne suivant le principe de la démocratie directe, au moyen d'assemblées générales réunies régulièrement. Il se compose surtout de lycéens, d'étudiants, d'apprentis, de jeunes chômeurs, ce n'est donc pas un mouvement d'intellectuels. Il ne connaît pas de leaders, ni de chefs, et ne se réclame d'aucune théorie précise. Face à ce « neve sozial bewegung », le monde alternatif ne constitue pas une entité autonome. En effet, beaucoup participent à des actions (squatts, manifs, etc.) alors que d'autres gardent une réserve prudente. Pourtant, les buts visés, tant par le monde alternatif que par le nouveau mouvement, sont presque identiques. Les divergences portent plutôt sur la manière de les atteindre. La nouvelle tendance est devenue mordante, démonstrative, affirme une très nette volonté de se faire entendre. Malgré les différences, on ne peut pas parler de scission, mais plutôt de tolérance réciproque : à Brokdorf 81 par exemple, les pacifistes et les plus « militants » ont marché côte à côte.

Les réactions de l'Etat

Au départ, le pouvoir s'est contenté d'ignorer le mouvement alternatif. Alors que ce mouvement prenaît de plus en plus d'importance, il a commencé à essayer d'intégrer des projets, en leur offrant des subventions. Jusqu'ici, ces tentatives n'ont pas été couronnées de succès, surtout parce que les intéressés ont compris qu'il ne s'agissait pas là d'une offre philanthropique, mais plutôt d'une opération visant à rassembler des informations sur un monde qui reste totalement inconnu du pouvoir. D'autre part, il s'agit aussi pour l'Etat de séparer le bon grain de l'ivraie : les « bons projets » doivent être soutenus, et les autres sont promis à disparaître. Face aux squatters, le pouvoir tente également de pratiquer cette stratégie de scission : séparer les « bons élé-ments » (il est maintenant officiellement reconnu que la crise du logement en RFA est particulièrement aigüe) des autres qui sont « contre l'Etat » et ne veulent que « semer la panique » et le « chaos » en « utilisant le manteau d'un problème réel qu'il importe de résoudre ». On peut mesurer l'échec de cette stratégie à l'exemple de Berlin actuellement 122 maisons occupées — où les squatters refusent d'entamer des négociations avec la ville en vue d'une légalisation éventuelle, tant que les personnes arrêtées en décembre 80 n'auront pas été libérées : faire échec à la stratégie dialogue-

> Gérard Dietrich Houpt str 36 - D 34000 Göttingen Alain Sarrouille Nikolaï str 9 - D 3400 Göttingen

NOTES

- (1) Les sociaux-libérauxn SPD-FPD, arrivés au pouvoir en 69 sous le signe « oser plus de démocratie », grâce à la révolte de 68, ont fait succéder à la stratégie CDU-CSU de répression, une stratégie d'intégration.
- (2) Pour les librairies par exemple, cela signifie vendre les livres jugés importants et intéressants et non les livres les plus rentables.
- (3) Dans un tract de l'époque émanant du SDS, on parle de cette contradiction en ces termes : « socialis-me pendant les loisirs, existence bourgeoise le reste du
- (4) Boycott du paiement de 10 % des notes d'électri-
- (5) Il s'agit principalement de bris de vitrine, érection de barricades, défense de maisons occupées, jets de pierres, donc d'une violence dirigée contre les choses.





ANNEXE

Gorleben: Le 3 mai 1980, au cours d'une manifestation, le chantier de Gorleben 1004 est occupé par environ 5000 anti-nucléaires. Rappelons que l'intention du gouvernement était de procéder là à des forages pour constater si les mines de sel sont adaptées au dépôt de déchets radio-actifs. Très vite, avec les moyens du bord, on édifie des maisons. C'est bientôt un véritable village, « la république libre du Wend Land ». Deux à quatre cent personnes restent là en permanence, pendant les week-ends et à la Pentecôte, plusieurs milliers de personnes sont présentes. Le trois juin 1980, il est déclaré presque officiellement que le village doit être évacué. Les antinucléaires donnent tout de suite l'alarme et de nombreux militants et militantes se rendent sur les lieux. Il était déjà convenu que, bien qu'il ne soit pas question pour les occupant(e)s de partir de leur plein gré, on se bornerait à une résistance passive. Au cours de la nuit, tout le district est fermé par des barrages de police. La concentration des forces de police est ncroyable: 17 000 flics, pour deux à trois mille manifestants. A sept heures, après trois sommations, la police entre en action. Malgré la passivité des occupant(e)s, de nombreuses personnes sont matraquées et blessées par la police. Pendant le « nettoyage », des hélicoptères volent en rase-mottes audessus du village, créant une atmosphère de terreur qu'on ne peut comparer qu'à « Apocalypse now ». De nombreuses actions de solidarité ont été menées le nême jour un peu partout en RFA, souvent avec peaucoup d'humour et de fantaisie.



Bürgerinitiativen: Comités formés à l'initiative des citoyens, un peu comparables aux comités de soutien. Ils sont toujours fondés à l'échelle locale, en rapport avec un problème précis. Ex. : projet de construction d'une centrale nucléaire à tel endroit.

Jusos: Jeunes socialistes, organisation des moins de 35 ans du SPD.

Bild(zeitung): Organe de la presse Springer. Tire environ à 4,5 millions d'exemplaires. Lu par presque toutes les couches de la population, à part les intellec-tuels. A mi-chemin entre « Détective » et « Le Parisien Libéré ». Bref, un torchon extrêmement dangereux. Cf : L'honneur perdu de Katharina Blum.

SPD : Sozialdemokratische Partei Deutschland.

FDP: Freie Démokratische Partei. Parti libéral ctuellement au pouvoir avec les socio-démocrates.

CSU: Christlich Soziale Union. Droite musclée de Straub. Parti existant en Bavière.

CDU: Christlich Demokratische Union, droite moins musclée.

SDS: Sozialistischer Deutscher Studentenbund, onfédération des étudiants allemands, joue un rôle très important pendant la révolte étudiante de 68.

KPD: Kommunistische Partei Deutschland:
1) Parti communiste fondé en 1919 après une

scission avec le SPD, réduit à néant par le nazisme.

2) Parti communiste fondé en 1945, de petite envergure, interdit en 1956 par la cour suprême, sans

qu'il ait été commis la moindre action illégale, donc pour des raisons purement politiques.
3) Dans les années 70, des groupes marxistes-léninistes ont aussi choisi cette dénomination.

KB: Kommunistischer Bund: fondé dans le milieu des années 70, le moins dogmatique des groupes ML

Une nouvelle destruction dans l'ancien Poitiers...

« Contre la destruction — Pour la restauration »

Une belle maison bourgeoise, fin du XIX°, dans un petit parc privé, logeant un parc public, comme enclavé dedans, ornée d'un beau fronton sculpté, avec un œil de bœuf en zinc, elle témoigne d'un beau travail des ouvriers et artisans du XIX°-XX°. Elle est située dans un quartier historique de Poitiers habité par une population variée, à la fois populaire et intellectuelle de tout âge.

...Trois jours après, on peut remarquer l'enlèvement du portail, des piliers en pierres et des marches du perron, l'échancrement du mur tout autour, des engins dans le parc massacré: en particulier le tronc d'un arbre centenaire (c'était un grand séquoïa) et ses branches cassées jonchent le sol, une odeur de bois frais coupé. Des voisins auront vu de leurs fenêtres sur cour la chute de l'arbre, et entendu les «grands craquements». Aucun permis de construire ou de détruire, ou de quelconques travaux n'est affiché.

Les passants s'émeuvent de la perte de cet arbre, mais parlent de rénovation de la maison. Quand on apprend que la maison est promise à la démolition, c'est la stupeur et l'incrédulité, les gens sont outrés.

C'est ainsi qu'à commencé à circuler une pétition parmi les passants et les voisins, grâce au porte à porte, à la discussion dans la rue, à deux commerçants.

On apprend que le réalisateur de cette opération est la Société Immobilière de la Ville de Poitiers dont le président Mr Decaudin, adjoint au maire chargé du logement, vient d'être nommé directeur départemental du Crédit foncier à Poitiers.

La pétition sera adressée aux conseillers municipaux ainsi qu'une lettre d'accompagnement demandant l'inscription de cette question à l'ordre du jour du conseil qui doit se réunir prochainement, afin de surseoir à la destruction de la maison pour permettre de «réétudier la possibilité de sa restauration, et de favoriser un débat prenant en compte l'expression de tous les Poitevins».

— Comment se fait-il que la plupart des habitants du quartier ne soient pas au courant de cette opération immobilière ?

— Pourquoi aucun panneau sur le chantier n'indique-t-il la nature des travaux ? (L'affichage du permis de démolir ne se fera que plusieurs jours après, dans un endroit qui le rendra illisible aux passants. Cette absence de permis a déjà pu se remarquer sur un autre chantier décidé par la municipalité, au centre ville-Collège Stanislas).

— Dans une interview à la presse, Mr Decaudin fait savoir que «la maison n'est pas classée, ne présente pas d'intérêt architectural particulier », et qu'il s'agit de reconstruire des logements sociaux, après sa démolition.

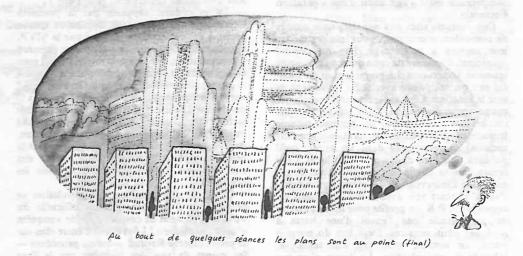
A une époque où la «rigueur financière» est de mise, pourquoi gaspiller l'argent des contribuables en démolissant une maison dont le coût à l'achat était déjà de 160 millions, puis en reconstruisant des «cages à lapin» en béton, alors qu'il était possible, après une restauration, de loger une dizaine de familles. Est-il choquant

La ville de Poitiers. Une municipalité « de gauche » réélue au premier tour, aux dernières élections avec cette fois-ci, des élus PSU.

Lors de l'inauguration du chantier de la direction de l'équipement de la Vienne, M. Lang ministre délégué à la culture rend hommage au souci du maire de Poitiers, M. Santrot (PS), de « conserver les images du passé » , ce qui n'était pas le cas, précise-t-il de son prédecesseur.

Le samedi 25 juin, M. Berdier, adjoint au maire chargé des affaires culturelles, inaugure une exposition de sculptures des XIXe et XXe siècles au musée Sainte-Croix à Poitiers. Dans son discours il souligne qu'une telle manifestation suscite une réflexion sur l'art et son développement – 3 jours après...

de créer des logements sociaux dans une maison bourgeoise? Ne pouvait-on profiter d'un autre projet « prestigieux » (et voisin), de la municipalité (projet caserne Rivault), pour multiplier le nombre de logements sociaux?



Activités dans la rue — Menaces et pressions.

Le chantier n'est pas interdit au public. Quelques photographes amateurs vont prendre des photos de la maison. L'un d'eux entend un « patron » (qui est-ce ? mais visiblement pas un ouvrier) dire à son sujet : « Mais qu'est ce que c'est ? Il faut envoyer les chiens ».

Il n'y a toujours pas de permis affiché.

La signature de la pétition se fait dans la rue; 4 ou 5 hommes passent en tenue de travail. Après un moment d'information et de discussion, l'un d'eux, jeune, signe spontanément. Puis un autre, assez costaud d'allure, nous attaque violemment verbalement, essayant de ridiculiser la pétition (« Il y a des choses beaucoup plus importantes que cette babiole »). Impossible de discuter avec cette « grande gueule ». Chacun repart de son côté. Cinq minutes plus tard, le jeune signataire reparaît, visiblement inquiet, et en hâte nous redemande la pétition pour rayer son nom, nous expliquant qu'il vient d'être embauché par la mairie. Il pense qu'il risque de perdre son emploi.

Deux jours après, jour de marché au Centre Ville, nous y croisons, pour la première fois, deux conseillers municipaux (majorité) dont l'un a simplement acheté une baguette... et l'autre a les mains vides. La pétition continue à circuler. Deux personnes font du porte à porte près de la maison condamnée. Le personnage à la grande gueule les «intercepte» l'un après l'autre, les introduit obséquieusement auprès du premier élu communiste qui les attend dans un petit bureau d'une salle municipale toute proche. Pour des raisons financières (capital déjà engagé), il est opposé à un sursis à la démolition. S'il admet que la future construction manquera d'intérêt architectural, il y voit celui d'y loger des familles socialement démunies. D'autre part il affirme que le séquoïa était malade ce qui est une contre vérité flagrante. Il retiendra les pétitionaires plus d'une heure de sorte que ceux-ci arrêtent leur activité pour la journée.

Le lendemain matin, dimanche, on retrouve le personnage à la grande gueule, devisant dans la rue avec des personnes âgées. Il s'est déplacé dans un quartier éloigné où nous ne l'avions jamais rencontré, et où vivent les parents âgés d'un de ceux qui s'occupaient de faire circuler la pétition.

— Que penser de ces intimidations, qui constituent une atteinte à la liberté quand elles tournent au chantage sur le travail ou sur la famille, ou quand elles prennent une expression carrément violente.

— On se demande pourquoi la destruction d'une maison, problème immobilier peu politique en apparence, met en branle l'organisation (bien organisée) du P.C. en particulier, et des autres formations de gauche.

— La municipalité est issue de gens ayant milité pour le programme commun dans lequel il est écrit en toutes lettres : «tout individu ou tout groupe de personnes aura le droit de présenter aux pouvoirs publics une pétition écrite ou orale ». Une fois élus, ces gens ont bien vite oublié leurs engagements.

Contacts par téléphone — Les élus défendent-ils la pétition ?

A un particulier qui se renseigne par téléphone sur la possibilité de louer dans la future construction, la SIVP répond : «les loyers seront ceux du centre ville, dans un immeuble récent de forme nouvelle». Les logements sociaux, c'est quoi? Mr Santrot dira, lors du conseil municipal, qu'il s'agit de «reconquérir» le centre de Poitiers. Faut-il comprendre qu'il s'agit aussi d'une opération électorale?

Des contacts sont pris par téléphone auprès de conseillers municipaux pour leur demander leur soutien à la pétition, lors du conseil municipal. Plusieurs de ceux qui sont contactés ignorent l'opération. Le premier contact avait été pris par téléphone avec le P.C., on vient de voir la réaction. Côté P.S., réaction brutale qui coupe toute discussion. Côté P.S.U. réponse incohérente et négative, un sentimentalisme hypocrite (sur les vieilles pierres et les logements sociaux) se retrouvera dans un article qu'il publiera plus tard dans un journal local. Côté centre gauche la réponse est favorable. Il y a promesse d'intervention. De même centre droit. Pas de contact pris avec la droite,... mais un conseiller R.P.R. en profite pour se faire un peu de propagande par l'envoi d'une lettre à quelques pétitionnaires. Déjà lors du porte à porte, un notable avait fait une tentative, échouée de récupération. La droite n'est pas vaine de récupérations et de pressions.

Déroulement du conseil municipal.

Le jour du conseil, le permis de démolir a été affiché le matin même, la pétition comporte 140 signatures. L'ordre du jour du conseil a été modifié pour introduire le problème immobilier en question. Et à ce sujet, le maire donne la parole, en l'absence de Mr Decaudin, à une élue socialiste, adjointe à l'environnement, qui conteste d'emblée les motivations des signataires, puis rappelle la procédure engagée par la municipalité afin de convaincre de sa régularité. Elle met en avant l'option sociale de l'opération immobilière, et affirme sans autre étaiement que tout autre choix d'aménagement était impossible (en particulier il fallait abattre les arbres pour créer 40 places de parking correspondant aux 40 logements sociaux).

La maire renchérit sur la parole de l'élue : il remet en avant sa politique sociale de logement : il faut ramener au centre ville «pour le reconquérir» les gens qui en ont été chassés. Et d'ajouter : «Je n'admets pas qu'on dise qu'on rase tout ce qui nous tombe sous la main». (Mr Santrot, qui habitait encore récemment la ZUP, vient d'acheter une maison bourgeoise au

centre ville. Mais l'ancien carré du collège Stanislas vient d'être également détr'uit). Il dit qu'il faut aller à l'encontre de ce qui c'est passé dans les 20 dernières années.

Le maire est alors applaudi par sa majorité. Il s'ensuit un brouhaha d'interventions, résultant d'un affrontement droite-gauche au conseil. Une conseillère centriste a du mal à se faire donner la parole par le maire ; elle reprend et développe les arguments et les propositions des pétitionnaires, dont elle retrouve l'esprit dans un discours, tout récent, au Mont Saint Michel de Mr Mitterrand, qu'elle cite. Elle insiste pour que la parole soit donnée aux habitants du quartier, pétitionnaires, présents au conseil. Mr Santrot l'accorde de manière exceptionnelle à l'un d'eux en en restreignant l'usage à «5 minutes maximum». Celui-ci, souvent coupé par la puissance vocale du maire, parvient à dire les désirs des habitants du quartier; en dehors des choix de l'utilisation des locaux, ceux-ci tiennent à décider du « paysage urbain qui leur plaise » et ne veulent pas d'un projet imposé qui «ressemble à une caserne» et qui créera des nuisances aux voisins; il demande un sursis à la démolition. Le maire tranche : «Les prospects ont été respectés, la décision a été prise, il n'y a pas à y revenir». Aucune autre intervention des conseillers municipaux de la majorité sur la question.

— Pourquoi, quand la population demande de discuter des critères d'urbanisme, problème apparemment non politique à nouveau, cette demande est-elle mise de côté, et s'instaure-t-il un combat droite-gauche stérile? Qui la seule idée de discuter ces critères gêne-t-elle?

— La procédure, rappelée par la première intervenante socialiste, fait apparaître que le projet a été entièrement élaboré par la SIVP, approuvée par le conseil municipal, et présenté à la population, une fois que tous les choix sont faits, lors d'une «enquête publique». Pourquoi le projet, une fois l'utilisation définie (par qui? après quelles discussions? sur quels critères?) est-il laissé à l'entière liberté des financiers et des technocrates, comme à l'abri de tout regard public? Rappelons que le programme commun, dans le chapitre qualité de la vie, insistait sur la nécessité d'une participation active des citoyens, aux responsabilités dans tous les domaines.

Comment s'étonner que la population se désintéresse d'une présentation officielle du « projet », en bout de course, appelée « enquête d'utilité publique »? Lors d'une d'entre elles sur le projet caserne Rivaud — même procédure — les points de vue des visiteurs sur le livre d'enquête auront permis à Mr le maire entouré d'architectes et de notables, mélés au public, de se divertir en en faisant entre eux quelques mots d'esprit.

Premières réactions après le conseil.

On rencontre les conseillers municipaux qui nous ont promis leur soutien. L'un d'eux appartenant à la majorité nous parle à nouveau d'arbre malade et de pierres abimées (les dites pierres d'une balustrade ont été récupérées une nuit probablement par un antiquaire), mais il se posera la question de l'utilité de la présence des conseillers municipaux au conseil, alors qu'aucune discussion ni intervention ne sont possibles. Un autre conseiller municipal parlera du même phénomène dans les commissions.

— Quel est ce principe d'autorité dans la gauche? Si les conseillers municipaux éprouvent plus que du mal à s'exprimer, le seul habitant ayant pu y prendre la parole, reçoit une lettre à en tête de la SIVP, signée d'un de ses administrateurs, où l'on peut lire: « Tu avais tort cependant, mon cher..., de croire que les arbres sont éternels. Tout comme les hommes, ils sont mortels... Un jour l'âme s'en va et avec elle la vie». Faut-il faire un parallèle entre la



chute de l'arbre et la «chute» de certains habitants? Jusqu'où va l'intimidation exercée?

Réactions dans la presse locale.

Les comptes rendus du conseil municipal ont donnés dans la presse locale, de même la lettre de menaces de la SIVP y est publiée. Et aussi un article de l'OCL-Poitiers dans lequel elle recentre les arguments des pétitionnaires, que la municipalité n'a pas voulu entendre, pour traduire le problème politique de la gauche qui gaspille, en « dictateur », les finances publiques. Elle appelle les Poitevins à se souvenir de cette destruction, et suggère la prise en main réelle et autonome, en dehors des politiciens, de la vie de quartier, par les gens.

L'association pour la protection du patrimoine architectural de Poitiers, déplore les trop nombreuses destructions de l'ancien Poitiers, rappelle une loi selon laquelle une liste des sites d'un certain intérêt devait être dressée dans chaque département, afin de les sauvegarder et qu'une zone de protection autour de chacun d'eux devait être définie; ce qui ne semble pas avoir été fait à Poitiers. La maison aurait sans doute dû être sauvegardée. Elle remarque que les pouvoirs publics se conduisent en «propriétaires du patrimoine public» alors que «sa jouissance appartient à tous» et que «sa destruction appauvrit irrémédiablement la collectivité».

Il s'en suit une réponse du «cabinet du député-maire» qui, faisant toujours fi des arguments, tâche de faire croire à une attaque contre les fonctionnaires locaux. Un article du P.S.U., qui déforme en le citant le texte de la pétition, reste incompréhensible pour la plupart des Poitevins, et conclut à une machination qui viendrait d'on ne sait où, contre la municipalité.

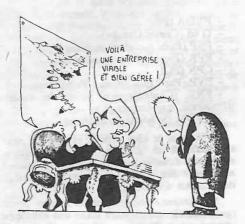
Une proposition des Poitevins.

La maison est détruite. Les habitants du quartier se réuniront et annonceront par la presse leur volonté de créer un comité de quartier, lieu d'expression sur l'animation de quartier et la sauvegarde du paysage urbain. A la rentrée le Comité provisoire propose par quelques affiches, la presse et des tracts, une réunion publique pour la création d'un comité de quartier, le mardi 18 octobre au soir.

Gardons les vieilles pierres de Poitiers dans leur usage quotidien, elles en font une ville d'histoire où il fait bon vivre et flâner.

BM et GL

COMISO: Lutte contre une base de l'OTAN en Sicile

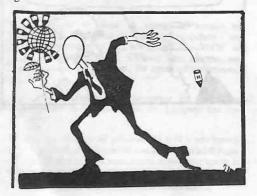


Comiso est un village de 27 000 habitants, essentiellement basé sur l'agriculture. L'ouverture de cette base remet en cause non seulement l'activité de Comiso, mais celle de la Sicile entière, dans la mesure où elle subira une militarisation du territoire, de plus, des intérêts politiques économiques sont en jeu par l'arrivée de 15 000 techniciens militaires, ce qui nécessite la constructions de structures d'accueil.

Avec l'installation des américains, on assiste aussi à l'implantation de la Mafia, attirée par les spéculations économiques qui peuvent se jouer. Par tradition, son terrain d'action se situait essentiellement sur une partie de la Sicile, et par cette décision, elle essaie d'étendre son pouvoir sur l'île entière. En effet, elle a déjà acheté un maximum de terrains et réussit à contrôler le marché des offres, pour la construction de la base et des structures d'accueil, afin de s'enrichir un maximum et par la même occasion, toutes ses activités. Il ne faut pas oublier qu'elle opère un fort contrôle sociopolitique sur l'économie et cela suppose le développement d'activités de contrebande, drogue, prostitution, etc...

Par cette occupation militaire, on assiste à une augmentation du coût de la vie, et aussi à un important contrôle policier, que ce soit par rapport à la population, au niveau des massmédias et au niveau de toutes les luttes qui peuvent se mener sur le plan de la vie quotidienne

De plus, en cas d'accident la Sicile sera rayée de la carte et les radiations toucheront tout le bassin de la Méditerranée. Malheureusement, la presse et les médias n'en ont rien dit. Les seules réactions ont été celles de l'extrême gauche et des anarchistes.



Le 7 août 1981, le gouvernement italien a décidé l'installation de 112 missiles CRUISE à tête nucléaire et la construction d'une base de l'OTAN, sur l'aéroport désaffecté de Magliosco à Comiso en Sicile.

Cette décision a été principalement approuvé par le Ministre de la Défense Lagorio, socialiste, et par le reste du gouvernement d'étiquette DC (Démocratie Chrétienne) qui pense que cela rapprochera l'Italie des Etats-Unis.

En effet, la Sicile occupe une position territoriale stratégique et l'installation de missiles à Comiso, fait partie du projet général de l'impérialisme américain d'occuper toute la partie septentrionale de la Méditerranée

Les luttes au niveau de Comiso.

Les anarchistes et l'extrême gauche ont immédiatement riposté à cette invasion militaire, en faisant un travail d'information et d'analyse sur les interventions par rapport à la situation internationale sur la réalité sicilienne, sur les conséquences désastreuses de la base à Comiso

Ils ont donc appelé à un premier meeting en octobre 81, contre la guerre, contre la militarisation et contre la destruction de l'environnement. Au cours de ce meeting, le PC et la gauche institutionnelle ont refusé les actions proposées par les anarchistes, jugées trop subversives, et à une lutte sur le terrain, ont préféré faire des marches pour la paix.

Les anarchistes et l'extrême-gauche ont réalisé tout un travail d'information et de propagande et ont essayé de sensibiliser la population sur le problème de la base militaire.

A la suite d'un rassemblement international en juillet 82, on assiste à une séparation de l'extrême-gauche et des anarchistes qui ont décidé de radicaliser la lutte sur des bases essentiellement anarchistes. (septembre 82).

C'est à la suite de cela que naissent les ligues autogérées contre la construction de la base de missiles. Elles sont situées à Comiso, via Conte di Torino 1, et coordonnent entre elles, les diverses réalités de luttes qui sont nées spontanément un peu partout en Sicile.

Les ligues autogérées sont des organisations nées spontanément, qui réunissent tous ceux qui ont l'intention d'empêcher la construction de cette base et ne pas prendre part aux initiatives inefficaces de ceux qui cherchent à faire une opposition factice. Ce ne sont pas des organisations bureaucratiques, parce qu'elles n'ont pas de statuts et sont régies en associations, n'acceptant pas de délégués permanents, mais ont comme principe l'action directe. Ce ne sont pas des organismes corporatistes, ni des organisations syndicales ou étatiques, parce qu'elles n'ont pas l'intention de défendre les intérêts d'une catégorie ni d'un pays, ni d'un groupe de personnes, mais avec une démarche assembléiste, en n'acceptant pas la présence d'hommes politiques ou de bureaucrates syndicaux. Leur force est basée sur leur autonomie propre. Leurs méthodes de luttes sont de faire de l'information sur la situation réelle de Comiso, sous diverses formes, affiches, tracts, journaux, radios, télévision, faisant des débats publics, créant des discussions spontanées avec la population.

Leur but premier est d'occuper pacifiquement le terrain pour empêcher la construction de cette base

Depuis septembre 82, les ligues ont fait un travail de propagande important, en organisant des grèves d'étudiants, et dans les usines, et essayant de faire prendre conscience aux gens de refuser de travailler pour cette base.

Cette contre information dérangeait la Masia qui a riposté par des attentats et des menaces. Entre temps, l'Etat a commencé les expropriations autour de la base. Et la construction de celle-ci devenait une réalité.

En mai 83, les ligues ont décidé d'organiser une occupation pacifique de la base les 22, 23, 24 juillet 1983. Les pacifistes ont refusé de s'associer à cette action, ayant décidé d'organiser un camping international pour la paix courant août. Ils jugeaient la proposition des ligues trop provocatrice.

A l'appel des anarchistes ont répondu 300 camarades qui se sont retrouvés sans l'appui de la population, qui est dû à l'intimidation de la Mafia, et à la propagande réformiste du PC. Malgré cette constatation de nombreux débats se sont tenus et les camarades ont décidé d'organiser une manifestation le 24 juillet partant de Comiso, pour se diriger vers l'aéroport. La manifestation s'est déroulée calmement jusqu'à l'arrivée vers 6 h du soir, où de nombreuses forces policières étaient présentes. Les Manifestants sont restés devant la base en criant des slogans jusqu'à 10 h 1/2, où la police a chargé, et là il y a eu une quinzaine de blessés et une quarantaine d'arrestations.

Mais la répression de la police ne s'est pas arrêtée là. Elle a été jusqu'à intimider les camarades qui se trouvaient dans une maison commune de la ville, en les menaçant de perquisitions, etc...

Malgré ce dernier rassemblement qui s'est avéré un échec, les ligues continuent le travail de propagande et une réunion se tiendra à Rome le 24 octobre 1983, sur le thème de l'antimilitarisme et de Comiso en particulier.

La contre-information ne s'est pas limitée à Comiso, mais s'adresse à toute l'Italie, et au monde, car la construction d'une des plus grandes bases atomiques européennes,

s'inscrit dans des intérêts politiques, économiques et militaires auxquelles on est tous confrontés et seul la prise de conscience de tous les hommes peut éviter ce genre de projet.

Paola et Martine

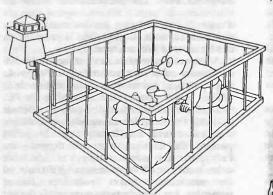
Le pacifisme aux PAYS-BAS

(Lettre de Direkte Democratie du 12 septembre)

La campagne nationale qui commence vraiment maintenant a donné lieu à des discussions assez animées depuis le Printemps dernier. Le débat portait essentiellement sur le choix des slogans, de la stratégie etc. mais peut se résumer à de sombres tractations entre les appareils des groupes et Partis qui participent à cette campagne. A ce niveau, c'est la ligne la plus réformiste que possible qui l'emporte, officiellement pour « obtenir le mouvement le plus large possible et n'exclure personne », en fait parce que de nombreuses composantes de ce mouvement « pacifiste » ne sont pas disposées à s'associer à une campagne radicale. C'est le cas par exemple du PVDA (PS) dont les positions pro-OTAN sont connues. Bref, le mot d'ordre choisi : « Pas de nouvelles armes nucléaires en Europe » permet une interprétation tellement large que même des dissidents des Partis de droite peuvent se dire d'accord avec, ceci bien que ces Partis en tant que tels ne participent pas à cette campagne.

Le choix d'un tel slogan a provoqué déjà bien des remous au sein de nombreux groupes de base mais nous y reviendrons plus loin. Autre décision qui sera en fait le point culminant de cette campagne : une manifestation géante le samedi 29 octobre à La Haye, (Den Haag), siège du Parlement. Rappelons que la précédente manif de ce genre avait rassemblé plus de

400 000 personnes à Amsterdam.



Quelles sont les composantes du mouvement pacifiste aux Pays-Bas?

La campagne actuelle se déroule sous l'égide du « Komitee Kruisraketten nee » (Comité non aux missiles de croisière). Il s'agit d'un cartel qui regroupe:

- l'IKV (conseil inter-églises pour la Paix), la fraction « militante » qui, derrière son leader Mint Jan Faber, joue un rôle de premier plan de par les nombreux groupes chrétiens de base qui reprennent ses positions.
 - Pax Christi
- Comité « Arrêtez la bombe à neutron, non à la course aux armements » dans lequel le PC est très actif.
 - Femmes pour la Paix
 - Femmes contre les armes nucléaires
- Plateforme des groupes pacifistes
 - Conseil humaniste pour la paix.
 - Eglise et Paix

- PVDA (PS)
- D 66 (Centre Gauche)
- PSP (Parti socialiste pacifiste) PPR (Parti politique radical)
- CPN (PC)
- EVP (Parti Evangélique Populaire).
- FNV (Confédération syndicale social-démocrate, majoritaire)
 - VVDM (Syndicat de Soldats)

Voilà pour le côté officiel et l'on ne peut s'attendre à ce que de telles formations s'engagent de façon radicale. Encore faudrait-il nuancer et dire qu'elles sont souvent traversées de courants divers et contradictoires.

Maintenant on ne peut limiter le mouvement hollandais à celà. Il existe toute une nébuleuse de groupes d'action qui ne suivent pas obligatoirement les consignes des formations et partis dont nous venons de parler. Parmi eux, des groupes radicaux qui, non seulement ne se reconnaissent pas dans l'IKV et consorts, mais passent à l'action directe sous des noms divers. Il faudra aussi compter averc ceux-là dans les semaines qui viennent. Les « autonomes » proposent de transformer la manif de la Haye en un gigantesque chaos en s'en prenant aux ministères etc. ONKRUIT est passé à l'action le 11 septembre contre du matériel et des soldats US debarqués à Rotterdam dans le cadre des grandes manœuvres « Reforger ». Libertaires et antimilitaristes semblent bien décidés à participer à leur façon à cet automne.

La sensibilité antinucléaire très forte dans le pays, favorise également les initiatives à la base. mouvement « officiel » craint les débordements et insiste de plus en plus sur son respect de la démocratie parlementaire. Dans un tel contexte, on peut penser qu'il ne pourra plus longtemps continuer à contenir toute une mouvance avec des pétitions et des manifs de masse deux fois l'an, cette stratégie ne pouvant provoquer que démobilisation et découragement ou radicalisation.

> Direkte Demokratie Postbus 139 4330 AC Middelburg Pays-Bas



L'ALLEMAGNE

ET NOUS

A propos de la situation en Allemagne, voici trois documents récents qui nous conduisent à mener un parallèle avec la situation actuelle en France :

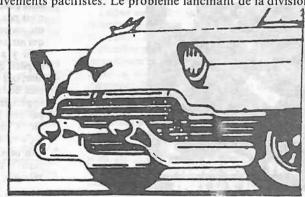
- Un discours de Lummer, le ministre de l'intérieur et sénateur de Berlin de juillet 83. On y voit se déployer d'une manière tout à fait explicite la stratégie du pouvoir. Désignation des immigrés comme bouc-émissaires face au malaise des populations devant la crise sociale, répression des squatters pour éviter que se répande l'idée qu'il y a des gens qui ne payent ni impôts ni loyer, enfin limitation du droit de manifester.
- La traduction d'un tract écrit à la suite d'une manifestation antifasciste réprimée particulièrement brutalement (juin 83), expliquant les méthodes policières en place. Un éclairage sur les modalités de la répression à l'encontre des mouvements « hors-norme ».
- Enfin, un article précisant les méthodes policières face au problème des squatts.

Ce qui s'étale à travers ces trois documents, c'est la stratégie du pouvoir devant les mouvements radicaux : Squatters, anti-racistes, antimilitaristes. Il s'agit pour l'Etat allemand de « casser » les mouvements radicaux pour éviter toute éventualité de phénomène de tache d'huile. L'Allemagne de l'Ouest est aujourd'hui comme la France une société en crise : Désindustrialisation, chomage, désappointement de la population devant l'effondrement du « miracle allemand », refus du modèle social en place par une partie de la jeunesse. Et devant cette désorientation, on trouve des phénomènes similaires à ce que l'on voit en France : la désignation d'un bouc-émissaire à travers les immigrés. Le mouvement pacifiste allemand, par le refus dont il est porteur, par les risques qu'il présente, notamment de passage à l'action directe par une partie du mouvement lors de l'installation effective des fusées américaines, est un facteur certain de déstabilisation éventuelle. Aussi le pouvoir doit-il briser tous les noyaux susceptibles de canaliser un mouvement d'opposition réel. Comme le disent les camarades allemands, « l'escalade de la répression a pour but d'isoler les durs ». Limiter la dynamique protestataire à un mouvement d'opinion, cantonner les pacifistes au rôle de belles âmes. Empêcher que la mise en cause du modèle capitaliste de société dont sont porteurs les antimilitaristes et les squatters, ne gagne à la faveur des événements à venir, une assise réelle. Plus encore que les manifestations de ce mois-ci, ce sont les actions qui seront menées alors que les missiles américains seront installés, en cas d'échec probable des négociations de Genève, qui apporteront un début de réponse aux questions soulevées ici.

Je voudrais ici réfléchir un peu sur le parallélisme entre ce qui se passe en Allemagne et ce qui risque de se passer chez nous. Tout d'abord, sautent aux yeux une série de phénomènes identiques. La crise économique est présente en France comme en Allemagne, et probablement plus grave en France qu'en Allemagne. Le mécanisme de la désignation du bouc-émissaire est en place, ici comme là-bas (Ainsi Dreux). L'escalade de la répression contre ce qui reste de mouvements radicaux est aussi féroce chez nous qu'à Berlin (Les blindés à Chooz-Vireux, la répression contre les lieux de vie, 600 CRS contre une poignée de squatters, les radios-libres...) Donc une même stratégie du pouvoir pour briser tous les mouvements susceptibles d'offrir un point d'ancrage radical au malaise social actuel. Supprimer les luttes pour assujettir les gens au modèle en vigueur. Il est probable que l'on retrouverait une conjoncture semblable dans tous les pays européens.

Ce qui me paraît intéressant, par contre, c'est de voir en quoi justement les situations concrètes doivent être distinguées. Si, devant la crise économique, l'attitude des travailleurs risque fort d'être la même, en Allemagne comme en France, c'est au niveau de l'organisation globale du pays, au niveau étatique et idéologique que les différences deviennent manifestes.

L'Allemagne comme la France a dû se reconstruire après la guerre. Mais le drame nazi a empêché que la reconstruction du pays se couvre des idéaux nationaux. La reconstruction économique de l'Allemagne a été un phénomène économique sans phrase, le « miracle » allemand un « miracle » capitaliste et c'est avec la crise du modèle que resurgissent actuellement les questions de l'identité nationale, notamment à travers les mouvements pacifistes. Le problème lancinant de la division



en deux du pays, la main-mise militaire des USA, la RFA désignée sans qu'elle ait un mot à dire, comme champ de bataille pour une guerre nucléaire éventuelle, etc., toutes ces questions émergent dans la crise du modèle social en cours.

Toute autre est la situation en France. La reconstruction du pays après la guerre s'est trouvée brutalement catalysée par le coup d'Etat gaulliste de 58, dans une France encore paysanne et traditionnelle. Les institutions de la cinquième République, autoritaires, impériales, ont lié dès l'origine le développement d'une France « moderne » à la puissance de l'Etat et aux valeurs idéologiques véhiculées par cet Etat : le nationalisme, la grandeur de la France... Le pays s'est trouvé catapulté dans le monde moderne à travers ce corset. Le capitalisme français depuis 58 s'est développé en relation avec l'Etat. Que l'on songe à tous les projets grandiloquents qui ont vu le jour qui mêlent indissolublement la production des profits et la gloire du drapeau. Le France, le Concorde, le programme électronucléaire, la modernisation de l'armée, les nationalisations...

A ce projet se sont ralliées toutes les forces politiques issues de la Résistance, des gaullistes aux communistes. Une vraie symbiose à laquelle se sont ralliés les jeunes technocrates aussi bien que les gros bataillons de la CGT.

En France, c'est ce modèle global qui est maintenant en crise. La folie des grandeurs en tricolore pourrait bien s'effondrer lamentablement; le programme électronucléaire (qui faisait l'admiration des enfants devant les images de Marcoule ou de Pierrelatte dans les années 60) rejoindre le Concorde, etc.

C'est sans doute pourquoi nous rencontrons à chaque pas dans les luttes sociales, intimement unis , le productivisme et l'idéologie nationaliste. « Un petit village des Ardennes ne fera pas reculer la marche de la France » : Mauroy à propos de Chooz. Le projet Hernu-Savary. L'attachement de toutes les forces politiques au programme électronucléaire. La défense inconditionnelle de la force de frappe. Les cocoricos et les esbrouffes des ministres de ceci et de cela sur la troisième révolution industrielle, etc.

Le problème qui se pose actuellement à nous est justement la question du pacifisme. Devant ce système productivistenationaliste qui fonctionne de plus en plus mal, les malaises, les inquiétudes, les désillusions vont tôt ou tard chercher à s'exprimer. Et de manière tout à fait objective, les entreprises grandiloquentes (gaullistes, socialistes, communistes et tout ce qu'on voudra, mais toujours françaises) risquent fort d'apparaître présomptueuses et dérisoires (encore une fois que l'on songe au nucléaire). C'est pourquoi le mouvement pacifiste est, ici et maintenant, un enjeu capital, une vraie bombe à retardement. Les forces sociales et politiques nationalistes vont tout faire pour canaliser le mouvement vers un mouvement d'opinion contre Pershing et SS 20, c'est à dire

l'orienter dans l'imaginaire. Actuellement c'est encore de l'étranger que les protestations sont les plus vives contre les explosions de Mururoa, les surgénérateurs, etc. Les grands partis politiques tous dévoués aux idéaux de 89, mâtinés de gaullisme avec une pincée d'humanisme social, sont incapables de répondre aux enjeux présents. On n'imagine pas encore le PS revenu dans l'opposition, travaillé par le thème du désarmement nucléaire unilatéral comme le sont les travaillistes britanniques ou rejoignant les pacifistes comme les socio-démocrates allemands. Or les questions du désarmement nucléaire, de la sécurité en Europe, de la Paix, vont probablement grandir dans toute l'Europe. En France, ces questions, compte-tenu du consensus nationaliste, de sa fonction essentielle dans le tissu social, du caractère centralisé et bureaucratique à l'extrème de l'Etat, auront beaucoup de mal à se formuler dans le pays. Mais si elles venaient à l'ordre du jour et si la réussite concrète du système militariste venait à être discutée, ce serait là un problème brûlant qui risquerait de mettre en cause d'une manière bien plus sauvage, l'équilibre actuel. La réponse du pouvoir serait sans nul doute, bien plus dure que ce qui se passe ailleurs. C'est dans cette brèche que les Mouvements libertaires et antimilitaristes ont maintenant



Discours de Lummer, Ministre de l'Intérieur de Berlin. (Taz. 6.7.83)

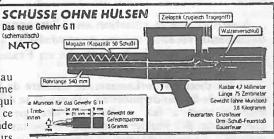
« Ca commence par le bruit... »

En ce qui concerne la « scène » (alternative au sens général), pour moi, le principal problème n'est pas qu'une maison soit squattée, en ce qui me concerne il peut bien y en avoir 185, non, ce qui me préoccupe, c'est que la notion se répande qu'il y a d'un côté les gens qui payent leurs impôts, qui obéissent aux lois, et d'autres, en face, qui ne payent pas leurs impôts, et pas non plus de loyer. Car ils vivent au tarif 0 dans un appartement, et ne payent, dans certains cas, pas non plus le gaz ni l'électricité. Le citoyen se dit "C'est une injustice pour moi". Ou bien : Ça va bien mieux pour les autres, et l'Etat ne s'en occupe pas. Si nous vivons dans un Etat juste, il est injuste qu'il y ait deux poids, deux mesures, et que ceci soit tolére".

Notre politique ne pouvait être autre que, pas à pas, rétablir la justice. Et cela, je l'ai déjà dit : je n'autorise aucun nouveau squatt, et si les conditions sont réunies, nous expulsons.

Nous sommes maintenant à 85 (squatts) et nous continuerons. Cela ne va pas assez vite, au goût de certains. Au mien, non plus.

Le citoyen a le droit de manifester, c'est clair, Mais il y a aussi des citoyens qui ont le droit de vendre, et celui d'acheter. C'est exactement ce qui n'a pas marché jusqu'à aujourd'hui. Il nous faut lentement toucher à l'histoire. Même si, dans certains cas, les tribunaux sont contre nous. Le droit de manifester est le plus important qui existe. Personnellement, je me refuse à le nier. Mais il y a d'un côté les règles, et de l'autre la réalité. Nous devons lentement trouver une solution. Nous n'avons pas de « Vermumungsyerbot » (interdiction de porter casques et foulards aux manifs) généralisés. Nous avons dû l'instaurer peu à peu, selon les cas. C'est un chemin pénible, mais je dis qu'il



faut en passer par là, que notre but doit être clair : un samedi après-midi, jour des achats (le ler samedi de chaque mois, les grands magasins restent ouverts le samedi après-midi) il ne doit pas y avoir de manifestation sur le Ku-Dam (Champs-Elysées berlinois). L'intérêt des citoyens qui veulent faire leurs courses a autant de valeur que le droit de manifester. Si ils veulent quand même manifester, ils n'ont qu'à trouver un autre parcours.

Nous avons fait un bout de chemin, mais nous sommes encore loin de ce que je veux faire. Si nous pensons à la Gedächtniskirche (monument et place sur le Ku'dam) ou à Kottbusser Tor (Place de Kreuzberg, rendezvous des punks), il y a là quelques personnes qui traînent. Par exemple, à Kottbusser Tor. Là, ils boivent. Ils ont une apparence bien précise. Lorsqu'il s'agit de punks, nous pouvons bien nous imaginer à quoi ils ressemblent. Si un bourgeois arrive, et qu'ils sont assis là, lui, il n'a pas le courage d'entrer dans le magasin - c'est vrai! Et je le comprends très bien : seulement nous n'avons pas vraiment les moyens de les emmener. Avant, il existait de telles lois, mais maintenant, tout est libéralisé.

Bon, allons-y maintenant : avec les lois actuelles, nous ne nous en sortirons pas. Nous devons à présent essayer quelque chose de nouveau, pour empêcher que n'importe qui s'assoie sur les marches d'un magasin. Il faut qu'on puisse l'embarquer. Nous y arriverons, ce n'est qu'une question de temps. »

« Je suis convaincu que, si les politiciens ne sont pas en mesure, dès maintenant, de maîtriser le problème des étrangers et d'y trouver une solution raisonnable, nous finirons par nous trouver face à un problème de sécurité. La question n'est pas de savoir si l'on est raciste ou pas, et j'ajoute : les allemands ne le sont plus, ou moins que d'autres. Mais le refus prend de l'ampleur. Bien sûr, la tension commence lorsqu'un allemand développe à Kreusberg (quartier pauvre, population turque importante) ce sentiment - peut-être l'a-t-il déjà - : "Je ne suis plus chez moi, ici, ils m'ont volé ma patrie, d'une certaine manière". C'est tout l'environnement qui leur est devenu étranger : d'abord le bruit, puis la rue toute entière. On ne peut plus communiquer. On ne comprend plus rien. Les habitudes de vie sont complètement différentes. C'est tout simple : on ne se sent plus à l'aise. C'est alors que croît l'agression. Il faut le savoir et le dire : on ne peut supporter qu'un pourcentage bien précis d'immigrés. Surtout lorsque leur culture est très éloignée et qu'elle n'a que peu à voir avec la nôtre. Et je dis aussi : l'insécurité croît avec la pression sur le marché du travail, à cause du chômage. C'est ce qui rend les résultats des travaux de la Commission de Bonn insatisfaisants.



Tract distribué à une manifestation antifasciste.

PENDANT QUE LES GENS REFLE-CHISSENT AU CHEMIN QUE PRENDRA LA MANIF, LES FLICS DECIDENT QUI EST COUPABLE ET POURQUOI

Il y a cependant beaucoup de gens encore qui croient que pour être arrêté, on doit vraiment avoir accompli quelque chose comme un acte criminel. Mais la technique des flics est différente, et on l'a vu au cours des manifs, ou à Kreuzberg: ils arrêtent ce qui leur tombe sous la main. Ils arrêtent en particulier les gens seuls, les traînent jusqu'aux fourgons et là, leur cassent la gueule.

De nombreux témoignages de gens arrêtés le 18 juin à Kreuzberg concordent sur les faits : les méthodes policières courantes vont des menaces verbales : « c'est à ton tour mainte-nant! » « on va te flinguer » « tu vas passer à la chambre à gaz » et d'autres, jusqu'aux brutalités physiques : coups de botte dans le bas-ventre, coups de matraque dans les reins, enfoncer la matraque dans la bouche, baillons et menottes déchirant les chairs, déboitement des articulations (nous laissons libre cours à l'imagination du lecteur). Ne pensez pas que les arrestations n'ont lieu que pendant les manifs ou à leur suite. Des jours parfois après les manifs ou les expulsions de squatts, les flics font le tour des rues, des places, des lieux de réunions et des cafés adéquats pour y effectuer des arrestations arbitraires sous des prétextes futiles

Qui est alors arrêté? En fait, n'importe qui, du moment qu'on peut l'arrêter, qu'il est jeune, habillé d'une manière excentrique (baskets, blouson de cuir, cheveux longs, courts, de toutes les couleurs, T-shirts, vêtements de moto, en jeans, etc,) et qu'il ne court pas assez vite.

Aussi longtemps que le quota des arrestations n'est pas atteint (200 en général) on continue à arrêter selon ces critères.

Si tu as de la chance, tu es libre le jour suivant. Si l'avocat général est de mauvaise humeur, si quelques flics portent témoignage contre toi, si tu es au chômage et sans domicile fixe, ou si, pour n'importe quel autre motif, tu énerves ces messieurs, tu te retrouves avec un procès pour trouble de l'ordre public.

Et si tu exagères au point de porter plainte pour coups et blessures, c'est en prime l'accusation de résistance à la force de l'ordre.

Pourquoi, sur 200 personnes arrêtés le 18 juin, n'en reste-il plus que 4 en prison, attendant leur procès ? Ceux-là bénéficient du principe : on arrête d'abord, on s'occupera ensuite de déterminer de quoi ils sont coupables! Il ne faut pas oublier que, le 18 juin, il s'agissait de permettre à certaines personnes, avec l'accord du Sénat, d'exprimer leur haine des étrangers et des squatters. On s'est servi du soi-disant « jour de l'unité nationale » non seulement pour taper sur la manif anti-fasciste, mais pour cogner le plus de gens possibles de Kreuzberg, les décourager, en un mot, leur flanquer la frousse.



La fin du mouvement des squatts :

Prélude à un automne chaud.

La répression du mouvement pour le droit au logement et les expulsions continuelles des maisons encore squattées de Berlin forment l'un des terrains d'expérimentation pour les nouvelles tactiques policières. Bien sûr, il n'est pas question de renoncer aux méthodes social-démocrates de l'état d'urgence préventif. Le « changement » annoncé depuis les dernières élections, ainsi que la renaissance du racisme officiel, trouvent ici leur application sans entrave.

Les squatters expulsés le 27 juin campent devant le château de Charlottenburg, attraction de plus pour les touristes, et attendent la prochaine intervention policière. La mairie d'arrondissement leur a proposé un emplacement libre, aux limites de la ville, où campent d'habitude les gitans de passage. C'est la seule proposition des autorités de la ville.

La Berliner Linie (ligne berlinoise) définissait les critères selon lesquels une maison pouvait être expulsée : le propriétaire, la plupart du temps une société privée ou étatique s'occupant de la rénovation dans la ville, annonçait que les négociations avec les squatters avaient échoué, présentait ses plans d'occupation ainsi que les crédits autorisés obtenus, et exigeait l'intervention de la police. Celle-ci avait lieu le mardi. Au cours des 5 dernières années

du mouvement des squatts, jusqu'à 167 maisons ont été simultanément occupées. Il n'en reste aujourd'hui que 62. 39 ont été légalisées : parmi les procédés les plus fréquents, on trouve le contrat de location, le contrat d'usage (les occupants payent un loyer minime et s'engagent à remettre la maison en état) ou l'achat par un intermédiaire qui cède la maison au collectif de squatters. Depuis des mois, il n'est plus toléré de squatter de nouvelles maisons. C'est à contre cœur que le sénat actuel, conservateur, a hérité de son prédecesseur de tendance socialdémocrate, la Berliner Linie. Mais il l'a quandmême acceptée, car à cette époque, l'expulsion expéditive de milliers de squatters (dans chaque squatt habitent des collectivités de 10 à 60 personnes) aurait occasionné des troubles



Malgré la protestation de plusieurs milliers de personnes, les autorités n'ont absolument aucun intérêt à trouver une solution acceptable pour les expulsés : un signe des temps.

L'hiver dernier, les expulsions avaient lieu le mardi. Après le week-end sacro-saint, les flics préparaient le lundi leur plan d'attaque et enfonçaient le lendemain à 6 heures très précises la porte de la maison choisie. Après les arrestations et les opérations de fichage, les squatters avaient le droit d'emballer leurs maigres affaires avant que leur ancien logement ne soit, en l'espace de quelques heures abattu ou muré après destruction des installations intérieures (escaliers, murs, installations électriques, conduites d'eau et de gaz).

graves et incalculables de l'ordre public. Et également parce que la Berliner Linie était la seule possibilité de détruire un mouvement largement soutenu par la population, révoltée par les scandales immobiliers et les magouilles dans la politique du logement. A présent, ils ne sont plus que quelques milliers de manifestants à descendre dans la rue après une expulsion. La grande majorité de l'opinion publique ne voit plus dans les squatters qu'une bande de filous ou de criminels et accepte de nouveau que des maisons en bon état soient démolies pour faire place à du neuf, les loyers de ces appartements ne sont supportables que grâce à une aide financière à long terme du Sénat. La spéculation sur le marché immobilier est de nouveau une profession honorable, et un instrument de l'eugénique sociale.

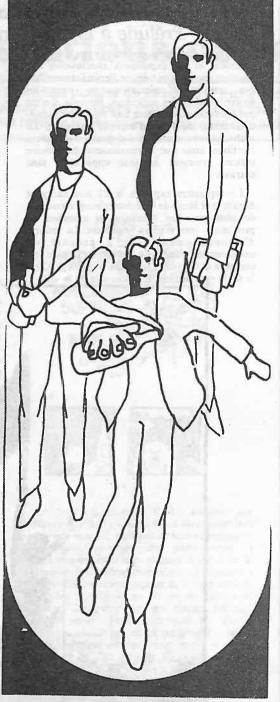
En fait, la Berliner Linie a réussi à diviser les squatters. Le souci de s'assurer la sécurité du logement en traitant avec le propriétaire et le Sénat a conduit une grande partie du mouvement à se démobiliser et à se désolidariser. Ceux qui refusaient de reconnaître le concept de propriété, furent victimes d'opérations policières et finirent dans les poubelles de la justice. Les «légalistes» trouvèrent un appui au sein de la Liste Alternative (écologistes ayant 6 sièges au parlement de Berlin) et furent soutenus par le journal de gauche TAZ (équivalent de Libération). Les «illégalistes» formèrent ce que l'on nomma les autonomes, de petits groupes plus ou moins organisés à tendance anarchiste qui menèrent, quasi anonymes, différentes formes de guérilla urbaine. L'un de leur porteparole est le mensuel Radical (2 des cofondateurs du journal, sont actuellement en prison. Ils n'ont, depuis la fondation, plus grand-chose à y voir, mais la justice leur a mis la main dessus, faute de trouver les rédacteurs).

« Diviser pour régner » : cette politique n'a maintenant plus le soutien de la majorité du Sénat. La ligne réactionnaire et répressive du ministre de l'intérieur Lummer - l'homme à qui l'on doit les premières propositions légales de déportation en masse d'étrangers - sabote les tentatives de légalisation. Chacun sait aujourd'hui à Berlin que la méthode la plus simple pour provoquer l'expulsion d'un squatt est que les squatters se mettent d'accord avec le propriétaire sur un concept de légalisation. Quelques minutes avant la signature du contrat, la police vide les squatters. La politique de Lummer a ainsi pour conséquence de resserrer les squatters, mais dans un contexte de faiblesse et d'isolement impensable il y a un an. Tout incident à proximité d'un squatt peut être prétexte à expulsion : une banderole malheureuse contre un politicien quelconque (en particulier Reagan), ou n'importe quelle bagatelle, serviront à prouver, avec l'appui de la presse et de la télévision, l'intolérable criminalité provenant des squatts. Les «citadelles criminelles» sont automatiquement et successivement expulsées. Des rues entières disparaissent et le tissu social constitué par la cohabitation d'étrangers, de personnes agées et de punks est gommé par la politique de rénovation et remplacé par les classes aisées. De cette manière on nettoie le quartier.

Lummer ne peut désormais plus, même s'il le désirait, se protéger derrière la vieille stratégie social-démocrate de la politique d'intégration : le Sénat n'a dorénavant plus les moyens de la thérapie sociale par le travail, pratiquée précédemment avec les marginaux. Il s'agit désormais bien plus de rétablir la paix par la répresion, en utilisant des méthodes policières

jusqu'alors inhabituelles.





Le 17 juin est le jour de l'unité allemande. Un groupe politique, Konservative Aktion, appelle à une série de manifestations dans la ville partagée. Il fait partie de ces groupuscules racistes et nationalistes qui trouvent dans la crise actuelle un terrain favorable à leur développement. Les milliers de participants venus de tous les coins d'Allemagne de l'Ouest envisageaient, avec l'accord du ministre de l'intérieur, de manisester devant le Mur et devant un squatt. En outre, ils projetaient une action contre les étrangers dans le quartier de Kreuzberg, où beaucoup de turcs habitent : là, ils voulaient faire du porte à porte de maison en maison et distribuer des tracts où ils proposaient - gentiment - aux immigrés de partir (volontairement, avec une aide de l'Etat). L'occasion était propre à réveiller la gauche berlinoise quelque peu assoupie. Et de fait, le déroulement de ce charmant programme fut empêché par plusieurs actions, en particulier une manif de plus de 15000 personnes. Leur manif finit dans les nuages de gaz lacrymogènes de la police. Au cours des combats qui suivirent, opposant la police aux anti-fascistes, plus de 200 personnes furent arrêtées. Très peu parmi

ceux-ci faisaient partie des groupes autonomes versés dans le combat de rue. Il s'agissait presque sans exception de gens isolés se trouvant sur les lieux des accrochages. Leur apparence extérieure seule servit de critère à la police pour les arrêter. Plus tard, pendant leur transport jusqu'au commissariat, ils furent humiliés et brutalisés. Tous furent relâchés sans poursuites, à l'exception de 12 personnes. Ces faits soulignent les observations effectuées sur la nouvelle tactique policière concernant la pacification du ghetto : les arrestations en masse, arbitraires et sans risque, les brutalités pendant le transport jusqu'au commissariat mettent en lumière la volonté d'intimider et de punir en dehors du cadre de la justice.

La répression judiciaire n'intervient alors que quand il s'agit de créer un précédent et de donner une leçon à l'opinion publique. Dans ce cas, les accusés se retrouvent face à des témoins à charge de la police qui ont arrangé, pour ne pas dire monté de toutes pièces, leurs témoignages de façon à obtenir une peine de 1 à

3 ans de prison.

Depuis 10 mois a lieu à Moabit (prison berlinoise) l'instruction du procès de 5 personnes, accusées de violation aggravée de l'ordre public pendant la visite de Reagan, il y a plus d'un an. Le dossier repose sur les témoignages de 5 policiers en civil qui avaient arrêté les accusés après les avoir vus, paraît-il, lancer des pierres. Des troubles ont éclaté au tribunal car la juge méprisait ouvertement les avocats de la défense et usait de termes injurieux en s'adressant aux accusés. Elle espérait un verdict rapide, mais la défense a mis en évidence des contradictions dans les témoignages à charges et prouvé que l'un des témoins-flics avait lui-même lancé des pavés sur les manifestants. Evidemment, les accusés restent en prison et le fonctionnaire suit son petit bonhomme de service.

La justice allemande est borgne de l'œil droit. Les plaintes pour mauvais traitement ont pour suite automatique une contre-plainte pour résistance aux forces de l'ordre. Lorsque les abus sont particulièrement éclatants, les juges se montrent particulièrement magnanimes : à Gauting (en Bavière), s'est déroulé récemment le procès d'un flic en civil qui avait tué de sangfroid un jeune homme de 14 ans. Celui-ci voulait, après une fête, passer la nuit dans son Club de jeunes et fut pris pour un cambrioleur par le flic. Le flic reste en liberté, les 6 mois de

prison étant avec sursis.

A Hambourg, par contre, 2 manifestants ont été condamnés à 5 ans et demi et 3 ans de prison ferme. Ils avaient, au cours d'une manifestation contre la centrale nucléaire de Brokdorf, plusieurs fois frappé sur le casque d'un policier tombé dans un fossé. Jamais encore un flic n'a été condamné pour violence à une peine de prison ferme, et les peines pour homicide en service (166 cas entre 1971 et 1981) sont toutes symboliques. A Dusseldorf a lieu l'instruction du procès de 5 flics du centre-ville qui ne connaissaient d'autre méthode que la violence pour débarrasser leur quartier des clochards : ils les passaient à tabac, leur faisaient lécher des excréments et de l'urine, les abandonnaient loin de la ville, la nuit, en hiver, simulaient des exécutions, etc. : tout ceci figure dans le dossier d'accusation. Ce n'est que lorsqu'un des accusés eut avoué que le juge ordonna l'arrestation du chef de la troupe, qui prétend malgré tout ne se souvenir de rien.



A Krefeld, le dernier week-end de juin, on a fêté le 300° anniversaire des premières émigrations allemandes aux Etats-Unis. Aux festivités célébrant l'amitié américanoallemande prirent part le vice-président américain Bush, le président allemand, le chancelier et plusieurs personnalités politiques, y compris un député de la liste alternative. Une manif pacifique réunit plus de 40000 personnes en dehors de la ville. Le centre ville était réservé aux festivités officielles, ce qui n'était pas du goût de 3000 autonomes et fauteurs de troubles qui décidèrent de manifester en pleine fête. 3000 policiers essayèrent de les en empêcher et organisèrent une poursuite sauvage : le cortège officiel qui s'éloignait déjà s'est retrouvé en plein milieu des affrontements. Des sachets de peinture et des pavés volèrent directement sur l'auto du vice-président américain. Le scandale qui s'en suivit fut énorme, mais non à cause des 150 arrestations, des scènes de western ou de brutalité policière. Il aboutit à une remise en question du droit à manifester.

L'escalade de la violence policière - brutalités, provocations, arrestations arbitraires — va de pair avec la mise en place de nouvelles lois. Le ministre allemand de l'intérieur et celui de la justice se sont mis d'accord début juillet pour une réactualisation du code pénal : dorénavant, stipule le projet de loi, le seul fait de participer à une manifestation que la police considère comme « violente » peut être sanctionné d'une peine de prison allant jusqu'à un an. Les témoignages de la police ne seront plus nécessaires, il suffira d'être arrêté sur le lieu de la manif. Cette mesure s'ajoute à une longue liste de mesures répressives (interdiction des casques et foulards, considérés comme «armes défensives») qui restreint le droit de manifester. Depuis des mois, la police disperse toutes les manifs où défilent des gens munis de casques, de foulards ou de citrons, sous le prétexte que ces «armes» témoignent des intentions offensives des manifestants. Dans certains «Länder» de la RFA, on exige même des organisateurs de manifs qui, selon la police, dégénèrent (c'est à dire occupations, blocages, sit-in, etc.) les sommes que coûtent les opérations policières. Dans bien des cas, le refus de payer conduit à une peine de prison.

La stratégie policière et la mise en vigueur de nouvelles lois montrent clairement le but poursuivi avant les actions anti-militaristes prévues en automne. A partir du mois de septembre, les fusées Pershing II seront installées sur le sol allemand. Les pacifistes et les autonomes ont manifesté leur opposition. Les premiers par des mouvements de protestation, les seconds par des actions directes contre les casernes et des installations militaires.L'escalade de la répression a pour but d'isoler les «durs» afin d'éviter que la dynamique protestataire n'aboutisse à un large front. Pour cela, il faut intimider les pacifistes et les amener à ne pas se mêler d'actions violentes.



Vite fait sur le zinc

Justice

NANTES : Il tue un policier : 20 ans de réclusion

PARIS: Il tue deux automobilistes : Le policier est acquitté

Ces deux titres, tels quels et côte à côte, trouvés dans le journal Sud-

Un terroriste peut en cacher un autre..

Un haut responsable du ministère américain de l'énergie a déclaré cet été : « plusieurs groupes terroristes sont déjà ou seront bientôt capables de produire des bombes nucléaires. A plus ou moins brève échéance, l'un d'eux prendra une ville américaine en otage. » Une trentaine d'alertes de ce type auraient déjà eu lieu aux USA. Pour y faire face, les autorités ont organisé une unité très spéciale, le NEST (équipe de recherche en cas d'alerte nucléaire), chargée, avec l'assistance de la police et des universitaires mobilisés à travers tout le pays, de neutraliser l'engin atomique avant une évacuation redoutée par les autorités.

Les Etats, ces gros terroristes qui tiennent en otage des populations entières, auraient-ils peur de leurs imitateurs en miniature?

Violente épidémie en Corse

Une nouvelle et dangereuse maladie frappe toutes les catégories sociales insulaires: la propagation e fausses nouvelles (PFN). De nombreux cas ont été signalés au cours de ces derniers mois. Pour enrayer l'épidémie et protéger la population de la contamination, le gouvernement a pris d'énergiques mesures : interdiction aux militants porteurs du redoutable virus CCN de participer à des meetings et manifestations, d'en organiser ou de se rendre à Vero, village de la famille Orsoni déjà très atteinte; dissolution de leur organisation ; interpellation et garde à vue de tout individu coupable d'avoir entendu parler d'une conférence de presse portant sur certains dossiers d'instruction particulièrement contagieux ; poursuites contre les journalistes pris en flagrant délit d'information sur la même conférence de presse... Mais la dangereuse arme bactériologique s'attaque désormais aux représentants de l'ordre français : en désignant le dirigeant de l'ex-Consulte comme éventuel responsable du meurtre de Massimi, le superflic Broussard prouve qu'il est lui aussi touché, et Léo Battesti a tenu à le souligner en portant plainte contre cette nouvelle victime de la

Vanina

LE MOUVEMENT

I.R.L

Le numéro de rentrée, octobre novembre est sorti. 10 francs 13 rue Pierre Blanc

Au sommaire:

- les immigrés cible de la droite
- Une rencontre avec Jean
- Greeham, la passion contre les armes.
- Corse, la liberté pas la mort Dossier : Tiers-Monde et anarchisme (2eme partie).
- Proudhon et la question religieuse
- Occupants rénovateurs
- Est-infos
- Le syndicalisme en Tunisie



Cira Marseille

Samedi 19 novembre à 17 H: Conférence sur Joseph Dejacques 5 rue des convalescents, 2eme étage avec Mme Nicole Riffaut-Perrot (Montpellier)



Etudiants libertaires

A l'initiative d'étudiants libertaires (de divers horizons) une coordination s'est créée à l'échelle nationale. Celle-ci se veut le plus souple possible, le type d'action dépendant des groupes locaux; son but est de faire connaître la réflexion de ces groupes et de diffuser l'information (brochures, tracts)

A la réunion constitutive étaient présents des étudiants des facs suivantes: Rennes I, II, Lille I, II, III, Bordeaux I, II, III; Strasbourg, Orléans, Paris Sorbonne.

Dans d'autres villes des contacts existent. Nous lançons un appel aux étudiants intéressés. Une brochure est en voie de préparation. Pour tout contact : adresse provisoire :

Coordination Libertaire Etudiante 145 rue Amelot. 75011 Paris

Résistances et informations : Le protocole Hernu-Savary

Les 8 et 9 octobre derniers se tenait à Lyon la coordination nationale anti-symbiose, après la signature en Septembre 82 d'un protocold'accord entre Hernu et Savary.

25 comités étaient représentés par une cinquantaine de personnes, dont des parents d'élèves. Le réseau april

des parents d'élèves. Le réseau anti-symbiose comporte près de 500 adresses de contacts d'individus ou de groupes. Naturellement tous les comités n'en sont pas au même niveau : certains en sont au stade informatif (comme à Reims), d'autres en sont à la résistance (comme le COT d'Albi). A noter qu'à Rodez, pour la première fois depuis 1968, 3000 lycéens sont descendus dans la rue en mai, suite à un travail de fond de trois mois. A Bordeaux comme à Romans 400 personnes ont manifesté. En septembre 83 à Bordeaux une réunion a regroupé 120 personnes. Une section PS à Arcachon se déclare même opposée à la symbiose... mais dans un LEP de la région parisienne, un Fouga Magistère (avion de combat) est exposé!



Il faut s'attendre à une accentuation dans la mise en place du protocole : un diaporama pro-armée protocole: un diaporama pro-armée est en préparation par le Ministère de l'Education - Nationale. Une rencontre Hernu-Savarya eu lieu le 3 juillet 83 pour faire le point sur la mise en place du protocole d'accord. 400 appelés des grandes écoles vont enseigner l'informatique aux jeunes chômeurs dès octobre. Une partie de la FCPE (Fédération des parents d'élèves) est contre le protocole. 250 millions d'AF du budget de l'éducation nationale viennent d'être transférés à celui de l'armée !!

En fonction de la spécificité des comités, une campagne d'information en direction des lycéens, et de résistance, va se dérouler ce trimestre le tout devant déboucher sur une semaine d'action du mercredi 14 mars au 21 mars 1984 avec des actions par académies le 21.

Une autre coordination antisymbiose de bilan aurait lieu en mai 84. Une information devrait aussi se faire le 11 novembre au niveau des instituteurs. Les tracts locaux sont privilégiés, et le collectif national de Paris contre la symbiose (assemblage d'organisations) disparaît et devient seulement un collectif parisien.

Matériel prévu :

Un montage diapo sera disponible en novembre (le demander à Bordeaux). Une affiche nationale. le COT réalise une affiche en

direction des parents d'élèves. Des dossiers et cassettes seront disponibles. Le Ramassis Nº 3 est sorti et un autre sortira en janvier. Passez vos commandes pour ce document indispensable au COT BP229. 81002 Albi cédex. A vous tous de fournir ces bulletins.



Un bulletin interne de liaison va être envoyé régulièrement par le COT aux 500 adresses moyennant une participation de 20 francs.

Les protocoles d'accord avec l'armée pleuvent dans la France « socialiste » : après l'éducation : culture, sports et jeunesse, Solidarité, Recherche etc... La militarisation de développe. Hernu, digne continuateur de Jaurès!

INSOUMISSION soutien à Thierry Maricourt

Le 26 octobre, Thierry est passé en procès pour «insoumission en temps de paix =. Il risquait deux années de prison. A l'heure ou nous bouclons le journal, nous ne connaissons pas encore le résultat du procès...

OBJECTIONS

Le bulletin de liaison antimilitariste est pris en charge par le groupe de Paris avant qu'en 84 des commissions journal tournantes fonctionnent (un peu comme CA!)

> Nouvelle adresse: Objection BP 10 75261 Paris cédex 06



Ainsi squattent-ils

Journal issu de la lutte des maisons occupées du 19eme arrondissement à Paris (voir CA du mois dernier). Un beau journal avec en plus de Paris des articles sur la Hollande et sur Berlin. Ecrire à CA qui transmettra.



MICHEL AUVRAY Objecteurs, insoumis, déserteurs

Conférences à la librairie La Gryffe à Lyon

Après celle du 4 novembre avec Castoriadis,

Samedi 12 Novembre de 19h 30 à 21 h au CCO, 39 rue Courteline, Villeurbanne:

Conférence de Michel AUVRAY auteur du livre Objecteurs, insoumis, déserteurs, une histoire de réfractaires à l'armée » ed. stock

23 novembre à 20h 30 à la librairie conférence de M. Foucher, sur la géopolitique au Moyen Orient. Foucher est un géographe rédacteur de la revue Hérodote.

EDITIONS NAUTILUS

Vient de paraître

De la dissidence (Claude Orsoni) Le régime idéologique soviétique et la dissidence. 24 pages 12 francs

Appel aux fascistes (Palmiro Togliatti) Texte de 1936 du secrétaire du PCI... La « tactique » d'un PC! 64 pages, 25 frans.

DEUX LIVRES A LIRE que l'on peut commander à NAUTILUS B.P. 175. 75963 Paris cédex 20. CCP 6 731 - 80 Y Paris.

Histoire d'Ouvriers

Le numéro 2 de cette très bonne revue trimestrielle qui ne coute que 8 francs vient de sortir.

Toute une mémoire ouvrière qui revit dans le bassin de Longwy. A quand le même type de revues dans d'autres régions. Signalons que ce journal est fait en grande partie par des ouvriers et en tout cas

entièrement par des gens du coin, et non par des « sociologues du travail en visite ».

Abonnement : 42 francs. règlements à l'ordre de L'APEP, 24 rue Pascal à Villerupt. 54190.

Dégel

Le Groupe Anarchiste de Bordeaux vient de publier le numéro 4 de son trimestriel **Dégel** (6 francs).

Au sommaire

- L'été dans le Sud-Ouest
- Hernu-Savary
- L'anti racisme reste à inventer
- Badinter : bilan très insuffisant
- Mai 83: jeux estudiantins
- Grèves au cinéma le Concorde, et dans une clinique.

7 rue du Muguet. 33 000 Bordeaux